



La Lettre Electronique de TRRAACE TRRAACE Electronic Newsletter

N° 143 – 21/07/2011

TRRAACE :

TOUTES LES RESSOURCES POUR LES RADIOS AFRICAINES ASSOCIATIVES COMMUNAUTAIRES ET EDUCATIVES

TRACKING RESOURCES FOR RADIOS IN AFRICA AT THE BENEFIT OF THE ASSOCIATIVE COMMUNITY AND EDUCATIVE RADIO STATIONS

TODOS OS RECURSOS PARA AS RADIOS ASSOCIATIVAS EN AFRICA ASSIM CEMO COMUNITARIAS E EDUCATIVAS

[HTTP://WWW.MEDIAFRICA.NET](http://www.mediafrica.net)

Table des matières / Table of content

Nouvelles Mediafrica.Net News	2
RDC – REnforcement des Radios locales du Katanga (RefRaK).....	3
RDC – Strenghtening local radio stations in Katanga.....	4
Nouvelles/News/Noticias	5
Uganda: Seanice Won't Say Who 'He' is	6
Kenya: Kass FM Scribe Found Dead	7
Tunisia: IPDC-supported training on investigative journalism started in Tunis	7
Resource: UNESCO launches Story-based inquiry: a manual for investigative journalists.	7
Centrafrique: VOA opening 24-hour relay in Central African Republic.....	8
Zimbabwe: 15 Apply to Broadcast.....	8
Somalia: Somali Islamsits confiscate radio, change name to Al-Andalus	8
Somalia: Court in Somalia's Puntland sentences reporter to one year in prison	9
Sudan: UNAMID takes to the airwaves.....	9
Angola: Transparency in Granting Radio And Tv Licence Prompts Public Contest	9
Zimbabwe: Radio VOP applies for operating licence in Zimbabwe	10
Nigeria: Broadcast Stations to Undergo Full Digitisation 2012	10
Nigeria: The Voice of Teachers Radio Show	10
Kenya: New Content Requirements to Hit Local Broadcast Stations	11
Rwanda: RURA Revokes Star Africa's ISP, Radio Licences.....	12
Zimbabwe: Zimpapers applies for commercial radio licence	12
Zimbabwe: BAZ Taken to Task Over Delays to Free Airwaves	12
Gambia: Gambian state broadcaster goes live on the Web	13
Kenya: Kenya's KBC opening vernacular radio in west	14
Zimbabwe: Zimbabwe regulator says it lacks capacity to monitor new radios.....	14
Manual: Covering Trauma - A Training Guide.....	14
Award: ACP Journalism Competition on Agriculture Issues.....	15
Nigeria: '70% of Citizens can't afford digital broadcast'	15
Ethiopia/USA: VOA Horn chief said reinstated after suspension over row with Ethiopia ...	15
Sudan: Suspects in Darfur radio case say forced to confess by Sudanese authorities	16
Tunisia: AMARC/IMS Mission on Media Development in Tunisia	16
Africa: UN launches radio contest on Climate Change	17
Lybia: Radio Free Libya now audible on FM in Tripoli/Misrata	17
Lesotho: Broadcasting regulation workshop is taking place this week.....	17
DR Congo: Media watchdog calls for restoration of DR Congo radio's broadcasting rights ..	17
Malawi: MACRA stops radio coverage of demonstrations	18

Nouvelles en français

Tunisie: Conférence de presse de l'Inric - Des radios à la douzaine.....	18
Cote d'Ivoire: Pourquoi les auditeurs n'écoutent plus la radio nationale.....	19
Tunisie: Début à Tunis d'une formation au journalisme d'investigation soutenue par le PIDC.....	21
L'UNESCO publie Story-based inquiry: a manual for investigative journalists	21
Côte d'Ivoire : Pour une implication des radios de proximité dans la réconciliation.....	22
Madagascar: Antsakaviro - Un nouveau centre de presse	22
Guinée: Déclaration de l'URTELGUI suite à des fouilles corporelles infligées à des journalistes	23
Cameroun: Antenne - Un Balafon sur la bande Fm	23
Cameroun: Idriss Lissom - "Cultures Fm est une chaîne de proximité"	23
Burkina Faso: Radio - Des journalistes outillés à Ouahigouya.....	24
Guinée: Radio rural de Pita - Une délégation de ressortissants chez Elhadj Ousmane Bah	25
Sénégal: Modifications apportées à la loi instituant le Cnra	26
Tunisie: La Tunisie encourage le pluralisme des médias	26
Ressource: Couvrir des événements traumatiques : Guide d'Apprentissage	27
Prix: Concours des Médias ACP sur les Questions Agricoles.....	27
Tunisie: Mission de l'AMARC et d'IMS sur le développement des médias en Tunisie.....	27
Guinée: Dabola - Les auditeurs de la radio nationale privés d'écoute depuis plus de 2 mois	28
RDC: Goma, les anciennes radios se vident au profit des nouvelles	29
Sénégal: Radio communautaire Ndiaganiao - Jeguem FM émet sur la 104.8	29
Mali : journalistes et animateurs de radio contre le paludisme	30

NOUVELLES MEDIAFRICA.NET NEWS

Extrait de Dimitra Bulletin juillet 2011 / Excerpt from Dimitra Newsletter, July 2011

RDC – REEnforcement des RADios locales du Katanga (RefRaK)

Depuis avril 2010, un programme d'appui à huit radios locales du Katanga est mis en œuvre par le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (GRET), le Réseau des Journalistes Formateurs du Congo (RJC) et Médiafrica. Net/APM-Bénin. FAO-Dimitra fournit un appui sur la manière d'intégrer le genre dans les émissions radiophoniques.

Au Katanga, province du sud-est de la République démocratique du Congo (RDC), les radios jouent un rôle important dans l'apaisement des tensions, la gouvernance locale, la participation des citoyens, et l'autonomisation des populations principalement rurales. Sur base d'une étude d'identification réalisée en janvier 2010, huit radios (sur les 50 que compte la province) ont été sélectionnées pour participer à un programme de formation à la « programmation et 'service public' pour les radios de proximité du Katanga, RDC » (RefRaK).

Le RefRaK est remarquable à au moins deux titres : le fait que ce soit un programme de formation à distance (e-learning, via internet) et son implication sur le long terme. Le programme s'étend sur 20 semaines, regroupées en quatre modules de cinq semaines chacun. Chaque semaine porte sur un sujet particulier. Afin d'assurer une acquisition de connaissances et une répercussion optimales au niveau de la radio, l'on compte deux participants par média (directeur/trice ou responsable des programmes et un/e animateur/trice).

Le cours est divisé en quatre thématiques : 1) Renforcement institutionnel et organisationnel de la radio, 2) Journalisme et information, 3) Direction des programmes, gestion de la rédaction et notions de service public, et 4) Production radiophonique. Bien que l'aspect du genre soit transversal, il sera spécifiquement abordé dans le chapitre production radiophonique. Un atelier résidentiel est prévu en 2011 à Lubumbashi, capitale de la province.

Le RefRaK a été développé dans le cadre du programme « Médias pour la démocratie et la

transparence en RDC » coordonné par France Coopération Internationale. Ce programme vise à soutenir le développement d'un secteur médiatique réglementé et professionnel dans le pays.

A mi-parcours

Après plusieurs mois de cours (alternant apprentissage et pauses), en mars 2011, l'équipe du projet a mené une mission d'évaluation dans les radios. Quelques enseignements peuvent être tirés à mi-parcours.

Coordination : Le travail à distance peut rendre difficile la coordination des activités, surtout quand plusieurs structures sont impliquées. Le projet n'a pas rencontré de problèmes majeurs, notamment en raison de l'expertise en animation de réseau et de la culture informatique des partenaires.

Participation : Comme dans toute entreprise de renforcement de capacités, l'implication des participants et de leur radio est cruciale. En RDC, les conditions de travail dans les médias communautaires sont précaires (vétusté ou manque d'équipement, problèmes d'alimentation énergétique, faibles ressources, etc.) et le niveau de formation des journalistes et des gestionnaires de la radio est parfois limité. Dans ce contexte, pour être efficace, le projet se devait de présenter une réelle adéquation entre les besoins des radios et l'offre en formation. Afin de faire face aux difficultés matérielles, le projet avait prévu de l'équipement supplémentaire (notamment pour un accès à Internet insuffisant). Mais certains écueils comme les coupures de courant n'ont pu être évités, amenant l'équipe du projet et les participants à

Radios participantes à la formation:

- ⊙ Radio Emergence, Kolwezi
- ⊙ Radio Communautaire Libre, Kolwezi
- ⊙ Radio Télé Lualaba, Kolwezi
- ⊙ Radio Sifa, Fungurume
- ⊙ Radio Communautaire du Katanga, Lubumbashi
- ⊙ Radio Parec, Kalemie
- ⊙ Radio Télé Déo Gracias, Kasumbalesa
- ⊙ Radio Communautaire du Katanga, Likasi

faire preuve de débrouillardise pour participer pleinement.

Enfin, point encourageant, il apparaît déjà que certains points abordés dans les cours ont été assimilés et surtout seront utilisés pour une amélioration de la pratique professionnelle. Dans certaines radios participantes, des évolutions marquées ont été constatées en matière de gestion des ressources humaines, de mobilisation de ressources financières, et par rapport à la mission de service public de la radio notamment.

La participation de Dimitra

Le projet Dimitra de la FAO a décidé de partager son expertise en genre et communication pour le développement dans le cadre de RefRaK. Par conséquent, Dimitra facilitera une session intitulée « Radio communautaire, genre et développement durable » visant à capitaliser sur les éléments clés de la publication « Communiquer le genre pour le développement rural » (voir page 3 de ce bulletin). Le cours devrait aborder :

- Le genre, un champ multidimensionnel ;
- Rôle et responsabilités de la radio communautaire ;
- Comment réaliser des émissions sensibles au genre – quelques pistes ;
- Traitement de la situation des femmes en RDC par les médias communautaire congolais (chapitre réalisé par le Réseau des Journalistes Formateurs du Congo).

* Pour des informations supplémentaires, contacter :
Fernand Nouwligbeto
refrak@mediafrica.net
www.mediafrica.net



DRC – Strengthening local radio stations in Katanga

Since April 2010, a support programme for eight local radio stations in Katanga has been implemented by GRET (Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques – Technological Exchange and Research Group), RJC (Réseau des Journalistes Formateurs du Congo – Network of Journalist Trainers of Congo) and Médiafrica.net/APM-Benin. FAO-Dimitra has been providing assistance on integrating gender in the radio programmes.

In Katanga, a province in the south-east of the Democratic Republic of Congo (DRC), radio stations play an important role in easing tensions, local governance, citizen participation and the empowerment of the mainly rural population. Based on an identification study performed in January 2010, eight radio stations (of the 50 in the province) were selected to take part in a training programme on “programming and public service for local radio stations in Katanga” (RefRaK, RENforcement des Radios locales du Katanga – Strengthening local radio stations in Katanga).

At least two factors make RefRaK remarkable. First, it is an e-learning programme (distance learning over the internet) and second, it is a long-term project. The programme runs for 20 weeks, comprising four five-week modules. A different subject is examined each week. To ensure optimal acquisition of knowledge and the best possible impact on the radio stations, two people from each station (the manager or programme manager and one community radio worker) participate in the training.

The course looks at four themes: 1) strengthening the radio station from an organisational and institutional viewpoint; 2) journalism and information; 3) programme management, editing management and public service concepts and 4) radio broadcast production. Although gender is an overarching aspect of the course, it is specifically dealt with in the section on radio broadcast production. There are plans to hold a residential workshop in Lubumbashi, the province's capital, in 2011.

RefRaK was developed as part of the “Media for democracy and transparency in the DRC” programme, which is coordinated by France Coopération Internationale and aims to support the development of a regulated and professional media sector in the DRC.

Mid-term review

Several months into the course (alternating training with breaks) the project team performed an evaluation at the radio stations in March 2011. The following lessons could be learned from this mid-term review:

Coordination: Distance learning can render the coordination of activities difficult, especially when several organisations are involved. However, the project has not encountered any major problems, mainly because of the expertise in network coordination and IT culture of the partners.

Participation: As with all capacity-building initiatives, the involvement of the participants and their radio stations is crucial. In the DRC, the working conditions in community media are precarious (no or obsolete equipment, energy supply problems, few resources,...) and the educational level of journalists and radio station managers is sometimes limited. In this context, and in order to be effective, the project really had to match its training with the radio stations' needs. Furthermore, the project provided additional equipment (particularly where Internet access was insufficient) to overcome material difficulties. However, some pitfalls, such as power cuts, could not be avoided, so the

Participating radio stations

- ⊙ Radio Emergence, Kolwezi
- ⊙ Radio Communautaire Libre, Kolwezi
- ⊙ Radio Télé Lualaba, Kolwezi
- ⊙ Radio Sifa, Fungurume
- ⊙ Radio Communautaire du Katanga, Lubumbashi
- ⊙ Radio Parec, Kalemie
- ⊙ Radio Télé Déo Gracias, Kasumbalesa
- ⊙ Radio Communautaire du Katanga, Likasi

project team and the course participants had to be resourceful to be able to participate fully.

Finally, on an encouraging note, it appears already that some of the items raised during the course have been taken on board and, above all, are being used to improve working practice. In some of the participating radio stations, significant progress has been seen, in particular with regard to human resources management, mobilisation of financial resources and the radio stations' public service mission.

Dimitra's involvement

FAO's Dimitra project decided to share its expertise in gender and communication for development in the framework of RefRaK. Consequently, Dimitra will facilitate a session entitled “Community radio, gender and sustainable development”, which aims to build on the key elements of its publication “Communicating gender for rural development” (see page 3 of this newsletter). The course should cover the following topics:

- gender, a multi-dimensional domain;
- the role and responsibilities of community radio;
- making gender-sensitive programmes – some guidelines;
- representation of the situation of women in the DRC by Congolese community media (chapter by the RJC).

✳ For more information, please contact:

Fernand Nouwligbeto
refrak@mediafrica.net
www.mediafrica.net



NOUVELLES/NEWS/NOTICIAS

(Posted from 01/07/2011 to 21/07/2011)

Africa: UN launches radio contest on Climate Change	17
Angola: Transparency in Granting Radio And Tv Licence Prompts Public Contest	9
Award: ACP Journalism Competition on Agriculture Issues.....	15
Burkina Faso: Radio - Des journalistes outillés à Ouahigouya.....	24
Cameroun: Antenne - Un Balafon sur la bande Fm	23
Cameroun: Idriss Lissom - "Cultures Fm est une chaîne de proximité"	23
Centrafrique: VOA opening 24-hour relay in Central African Republic.....	8
Côte d'Ivoire : Pour une implication des radios de proximité dans la réconciliation.....	22
Cote d'Ivoire: Pourquoi les auditeurs n'écoutent plus la radio nationale.....	19
DR Congo: Media watchdog calls for restoration of DR Congo radio's broadcasting rights .	17
Ethiopia/USA: VOA Horn chief said reinstated after suspension over row with Ethiopia...	15
Gambia: Gambian state broadcaster goes live on the Web	13
Guinée: Dabola, Les auditeurs de la radio nationale privés d'écoute depuis plus de 2 mois	28
Guinée: Déclaration de l'URTELGUI suite à des fouilles corporelles infligées à des journalistes	23
Guinée: Radio rural de Pita, Une délégation de ressortissants chez Elhadj Ousmane Bah	25
Kenya: Kass FM Scribe Found Dead	7
Kenya: Kenya's KBC opening vernacular radio in west	14
Kenya: New Content Requirements to Hit Local Broadcast Stations	11
L'UNESCO publie Story-based inquiry: a manual for investigative journalists	21
Lesotho: Broadcasting regulation workshop is taking place this week.....	17
Lybia: Radio Free Libya now audible on FM in Tripoli/Misrata	17
Madagascar: Antsakaviro - Un nouveau centre de presse	22
Malawi: MACRA stops radio coverage of demonstrations	18
Mali : journalistes et animateurs de radio contre le paludisme	30
Manual: Covering Trauma - A Training Guide.....	14
Nigeria: '70% of Citizens can't afford digital broadcast'	15
Nigeria: Broadcast Stations to Undergo Full Digitisation 2012	10
Nigeria: The Voice of Teachers Radio Show	10
Prix: Concours des Médias ACP sur les Questions Agricoles.....	27
RDC: Goma, les anciennes radios se vident au profit des nouvelles	29
Resource: UNESCO launches Story-based inquiry: a manual for investigative journalists.	7
Ressource: Couvrir des événements traumatiques : Guide d'Apprentissage	27
Rwanda: RURA Revokes Star Africa's ISP, Radio Licences.....	12
Sénégal: Modifications apportées à la loi instituant le Cnra	26
Sénégal: Radio communautaire Ndiagianiao - Jeguem FM émet sur la 104.8	29
Somalia: Court in Somalia's Puntland sentences reporter to one year in prison	9
Somalia: Somali Islamsits confiscate radio, change name to Al-Andalus	8
Sudan: Suspects in Darfur radio case say forced to confess by Sudanese authorities	16
Sudan: UNAMID takes to the airwaves.....	9
Tunisia: AMARC/IMS Mission on Media Development in Tunisia	16
Tunisia: IPDC-supported training on investigative journalism started in Tunis	7
Tunisie: Conférence de presse de l'Inric - Des radios à la douzaine.....	18
Tunisie: Début à Tunis d'une formation au journalisme d'investigation soutenue par le PIDC.....	21
Tunisie: La Tunisie encourage le pluralisme des médias	26
Tunisie: Mission de l'AMARC et d'IMS sur le développement des médias en Tunisie.....	27
Uganda: Seanice Won't Say Who 'He' is	6
Zimbabwe: 15 Apply to Broadcast.....	8
Zimbabwe: BAZ Taken to Task Over Delays to Free Airwaves	12
Zimbabwe: Radio VOP applies for operating licence in Zimbabwe	10
Zimbabwe: Zimbabwe regulator says it lacks capacity to monitor new radios.....	14
Zimbabwe: Zimpapers applies for commercial radio licence	12

News (Les nouvelles en français suivent p. 18)

NEWS

FROM : 2011-07-01 [EN]

Uganda: Seanice Won't Say Who 'He' is<http://allafrica.com/stories/201106300881.html>

Lots of Ugandans wake up to Seanice Kacungira's cheerful bubbly voice every weekday morning on Sanyu FM where she makes up a third of Sanyu Breakfast's awesome threesome.

Listening to her tease and argue with her co-presenters Fat Boy and Melanie, it's hard to believe that she is not just their co-presenter but also their boss; she is the station's Programmes Director, a position most presenters aspire to as a sign that they have gotten to the highest level.

That she is holding the position for a second time, the first having been at Capital FM in Nairobi, is evidence that Seanice is a major league player in the broadcasting industry. However, it's not only in radio that she has made a mark - she has ventured into TV and is part of "Sweet Talk", a bi-weekly lifestyle show that runs on WBS TV with a panel of four women - Seanice, Melinda, Olga and Crystal.

In addition, Seanice is the CEO of Blu Flamingo, a company that deals in digital branding, events, audio visual production and supplying emcees for corporate events. She also owns Suqa, an upmarket salon opposite the American Embassy in Nsambya. Furthermore, she has entered the real estate industry and is currently constructing a beautiful house in one of the city's upmarket areas.

Quite an impressive CV and one that some might be hard pressed to believe a young woman holds without the support of a man, chauvinistic as that may be. So, is there a man behind her success? "There's a very supportive young sister," she offers coyly obviously avoiding the question before laughing, "Ok, I'm just being cheeky, yes, there is a man."

Could we have a name? - "No, he'd kill me," she says with that same trademark laugh, her voice softened with clear affection for this mystery man. In the past, she has been linked to various men, the most recent being Danish Christian Gronlund to whom she was engaged. But that engagement was called off and I wonder if they made up or if there is a new man in her life.

Searching for clues, I tune into her breakfast show on Sanyu and this time it is my lucky day.

Although I still don't get a name, I learn that Seanice is trying to gain weight because this mystery man mentioned that he'd like her to put on "a bit of flesh" and so she has been feasting on yoghurt and chocolate of late.

During another show, she rates her love life at 85% and these two tidbits of information bring me to the conclusion that this is a new love and not some old rekindled flame.

While she was not willing to supply me with the name of the man in her life, Seanice was a lot more forthcoming when it came to discussing the dynamics of relationships for successful women like herself. When asked if a woman's success is a hindrance to her having a serious relationship, she says that depends on the woman in question.

"To some, it can be if they don't know how to handle their success; to others, it can only be a good thing for the relationship.

"Success enhances what is already inside of you; so, it really depends on what kind of woman you are to start with."

And how about her as a person, how has her success impacted on her relationships?

"First of all, I've learnt over time that I can't change the way people respond to me; there is nothing I can do about their perceptions. It takes understanding from both sides to make the relationship work and it's easy to let what I do affect who I am in the relationship; so, I've had to learn to separate the person I am from what I do and leave what I do behind when I'm with him." Finally, as the interview draws to an end, I ask her how she personally keeps her mystery man feeling like the man in their relationship.

"He is a very secure person; so, that helps.

However, I show him that I value his input by constantly seeking his advice on different matters. Even if I know what I'm going to do in a particular situation, I still ask for his point of view to show him that it matters to me and while I may not always take his advice, I always ask for it nonetheless," she says wisely confirming the view held by many that no matter how successful a woman is, she should always make her man feel like she's not necessarily smarter than he is.

Source: The Observer (Kampala), 29 June 2011; quoted and distributed by allAfrica.com

NEWS FROM : 2011-07-01 [EN]

Kenya: Kass FM Scribe Found Dead<http://story.kenyastar.com/index.php/ct/9/cid/a262965e0c331d64/id/46498447/>

Police have launched investigations into an incident in which a radio presenter with Kass FM Kiprotich Koskey was last night found dead near his house in Nairobi's Carlifornia estate. Koskey is said to have been on duty last night before he went home. His body was found on the staircase of his house at about 10 pm with blood oozing from his mouth.

Police say they were alerted by a neighbour of the deceased who saw the body there.

His mobile phone and other valuables were found in his pocket intact. [...]

Source: Kenya Star website (Nairobi), 30 June 2011

NEWS FROM : 2011-07-01 [EN]

Tunisia: IPDC-supported training on investigative journalism started in Tunishttp://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-URL_ID=31454&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Within the framework of UNESCO's International Programme for the Development of Communication (IPDC), 20 journalists from print, online and broadcast media in Tunisia started yesterday five-day training on investigative journalism and journalism ethics in Tunis.

The training, facilitated by the Arab Reporters for Investigative Journalism (ARIJ), will provide tools and methods applying to every step of the investigative process, from conception to research, writing, quality control and dissemination, as well as hands-on opportunity for planning and producing well-documented investigative reports on the hypothesis-based inquiry approach.

At the same time, the training aims to encourage public, independent and state-run media outlets to back investigative journalism as a way to improve media content and to enhance government's and public institutions' transparency and accountability.

This training represents a unique opportunity for journalists and editors in Tunisia, who suffered from 23 years of censorship, concentration of media ownership and lack of tradition for in-depth journalistic investigations. ARIJ's Executive Director, Rana Sabbagh, said the change of regime in Tunisia has paved the way for local media personnel to practice in depth investigative journalism and examine issues that concern local communities.

It is expected that at the end of the training the Tunisian journalists will join ARIJ's vast network of Arab investigative journalists and share their experiences with the others.

UNESCO has consistently supported initiatives that promote accountability and professional standards in journalism. Since 2005 the Amman-based ARIJ has been working to improve the quality of investigative reporting and nurture a culture of investigative journalism across the region, among and by Arab media professionals and activists, for the benefit of the Arab public.

Source: UNESCO Webworld (Tunis), 29 June 2011

RESOURCE FROM : 2011-07-01 [EN]

Resource: UNESCO launches Story-based inquiry: a manual for investigative journalistshttp://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-URL_ID=31455&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

UNESCO recently published the English version of Story-based inquiry: a manual for investigative journalists, a useful guide for journalists on how to best exercise investigative journalism. The manual was firstly launched in Arabic by UNESCO and the Arab Reporters for Investigative Journalism (ARIJ) at the second ARIJ conference in Amman in 2009. Since then it has been used by many journalists' training organizations and introduced into curricula of university journalism programmes in Europe, the Middle East, Asia and the Americas.

Investigative journalism means the unveiling of matters that are concealed either deliberately by someone in a position of power or accidentally, behind a chaotic mass of facts and circumstances, and the analysis and exposure of all relevant facts to the public. In this way investigative journalism crucially contributes to freedom of expression and freedom of information, which are at the heart of UNESCO's mandate.

The role media can play as a watchdog is indispensable for democracy and it is for this reason that UNESCO fully supports initiatives to strengthen investigative journalism throughout the world. This publication will continue its significant contribution to promoting investigative journalism and become a valuable resource for journalists and media professionals, as well as for journalism trainers and educators.

Source: UNESCO Webworld (Paris), 30 June 2011

NEWS

FROM : 2011-07-02 [EN]

Centrafrique: VOA opening 24-hour relay in Central African Republic

Voice of America's popular French and English language news and music programmes will air 24 hours a day, seven days a week in the Central African Republic's capital city, Bangui, with the launch of VOA's new station 101.7 FM.

Central African Republic President Francois Bozize, who is scheduled to take part in an official July 4th opening ceremony with US ambassador Lawrence Wohlers, called the new FM station "proof of good relations between the US and CAR".

In an exclusive interview with VOA that is to be broadcast Monday, President Bozize said, "I think it is an honour for Central African Republic to be the recipient of this particular show of confidence in our present government with the establishment of this VOA FM station in Bangui."

VOA FM 101.7 will carry a mix of French and English language programmes produced in Washington, including "Daybreak Africa", "Africa News Tonight", "African Music Mix", "Aujourd'hui L'Afrique Centrale" and "Le Monde Aujourd'hui-Edition pour L'Afrique Centrale". Other popular VOA French programmes include "Washington Forum", "L'Amerique et Vous", and "Antenne Libre".

VOA executive editor and acting director Steve Redisch said the opening of the new station "marks another important step in providing broader VOA coverage to sub-Saharan Africa." The station is similar to seven others VOA operates in Africa and will reach residents in Bangui and the surrounding areas.

Voice of America worked closely with the US embassy in Bangui, which helped facilitate the installation of the new station. The VOA and US embassy teams that worked on the project are holding a "town hall" style meeting to discuss the new station and parts of the town hall will be broadcast on Monday.

VOA's French-to-Africa Service has been on the air since 1960. Each week, it broadcasts more than 22 hours on radio and 30 minutes on television to Francophone sub-Saharan countries. The service also has an active presence on Facebook, Twitter, and mobile. For more information, visit www.VOANews.com/French or www.lavoixdelamerique.com.

Source: Voice of America (Washington), Press release, 30 June 2011; quoted by BBC Monitoring 02 July 2011

NEWS

FROM : 2011-07-02 [EN]

Zimbabwe: 15 Apply to Broadcast

<http://allafrica.com/stories/201107010794.html><http://allafrica.com/stories/201107010794.html>

Fifteen applicants had submitted their applications for the two advertised national commercial radio licences at the close of the deadline yesterday, Broadcasting Authority of Zimbabwe chief executive officer Mr Obert Muganyura has said.

In an interview last night, Mr Muganyura said there was a "rush" towards the two advertised licences.

"A total of 15 applications have managed to beat the deadline and there was actually a rush. Those are the ones who have managed to meet all the requirements," he said.

The country already has four FM radio stations, namely Radio Zimbabwe, National FM, Power FM and Spot FM. Mr Muganyura said they were now waiting for the applicants to publish their applications within seven days after submitting in the newspapers, in terms of the law.

"There is also a 14 day window period for members of the public to comment about the applications to the authority and to lodge any objections about any application.

"From there we will shortlist the application and conduct of public inquiries," he said. He said the identity of the applicants would be disclosed after all the procedures had been completed. BAZ invited applications from prospective broadcasters for the two free to air national commercial radio licences last month setting yesterday as the deadline.

The authority said the licences would be for 10 years.

The license application fees were pegged at US\$2 500 with the public enquiry put at US\$7 500.

Source: The Herald (Harare), 1 July 2011 ; quoted and distributed by allAfrica.com

ALERT

FROM : 2011-07-03 [EN]

Somalia: Somali Islamists confiscate radio, change name to Al-Andalus

The hardline Islamist group, Al-Shabab, has confiscated Radio Jowhar, a FM station based in Jowhar town, southern Somalia, the independent Radio Banaadir reported on 1 July

According to Radio Banaadir, fighters loyal to the Al-Shabab "seized the station and announced that the station's name has been changed from Radio Jowhar to Radio Al-Andalus".

The radio says, "Most of the journalists in Jowhar have started fleeing the town after Al-Shabab

ordered them to work for the local Islamic administration."

Radio Banaadir adds, "The independent FM station set up by youths in 2002 had been subjected to harassment from respective administrations that have controlled the southern district."

Source: Radio Banaadir (Mogadishu), in Somali, 1 July 2011; translated and quoted by BBC Monitoring 3 July 2011

ALERT FROM : 2011-07-03 [EN]

Somalia: Court in Somalia's Puntland sentences reporter to one year in prison

The regional court of Puntland has sentenced a reporter, Faysal Muhammad Hasan aka Boston, to one year in prison for allegedly publishing fake information against Puntland, privately-owned Radio Voice of Mudug reported.

The reporter, who appeared before the court in Boosaaso port town, was arrested three days ago while on duty at the Boosaaso-based Eastern Television Network [ETN] and accused of "publishing fake news" on a website known as Hiiraan online. The information was about the killing of two Puntland soldiers by the Islamists led by Muhammad Said Atam in the region, added the radio. Puntland authorities arrested Radio Horseed Director Abdifitah Jama Muhammad for allegedly interviewing Islamist rebel leader Muhammad Said Atam in Boosaaso and President Farole pardoned him two months later.

Source: Radio Voice of Mudug, in Somali, 2 July 2011; translated and quoted by BBC Monitoring 3 July 2011

NEWS FROM : 2011-07-05 [EN]

Sudan: UNAMID takes to the airwaves

<http://unamid.unmissions.org/Default.aspx?tabid=900&ctl=Details&mid=1073&ItemID=14305>

The African Union-United Nations Mission in Darfur today began a series of radio broadcasts throughout the Darfur region, in accordance with a recently signed agreement with the Sudanese government.

According to this interim arrangement, UNAMID Radio will broadcast for two hours daily on Al-Salaam Radio, a one-hour programme at 8.30 and another at 1400, with repeat broadcasts at appropriate times on Darfur state radio stations.

The broadcasts, titled "Yala Nabni Darfur" ("Let's Build Darfur"), will feature a unique perspective into the lives of the region's people and present the latest on UNAMID's activities and its mandate in helping to achieve peace. With television and daily newspapers out of the reach of many in Darfur's more remote communities, radio is often the only available source of information.

The interim agreement inked on 26 June between the Mission and the National Public Radio Corporation (NPRC) is to last while the government reviews the mission's application for a radio broadcasting licence, in conformity with the Status of Forces Agreement (SOFA).

Source: UNAMID website (Khartoum), Press Release, 3 July 2011; quoted by BBC Monitoring 5 July 2011

NEWS FROM : 2011-07-05 [EN]

Angola: Transparency in Granting Radio And Tv Licence Prompts Public Contest

<http://allafrica.com/stories/201107040003.html>

The consultant for legal issues of the Media Ministry, Lucas Kilundo, stated Friday here that the choice of public contest to grant licence for radio and television broadcasting, as outlined in the new legislative package of the sector, has to do with transparency and objectivity criteria.

Lucas Kilundo made this statement when speaking at the Journalist Training Centre (Cefojor), in response to various questions about the new Legislative Package of the Media sector, asked by journalists of Luanda and Bengo.

To the jurist, the laws on activity of radio broadcasting and television are strict because the activity in this sector has to respect certain legal and technical parameters, and also of economic viability. Kilundo Lucas believes that the Media Ministry should continue to grant the licences of radio and television, as there is need for the interested entities to meet certain requirements, stating a set of documents, among which the technical design, station type, map programmes, and the economic feasibility study.

Source: Angola Press Agency (Luanda), 2 July 2011; quoted by allAfrica.com

NEWS

FROM : 2011-07-05 [EN]

Zimbabwe: Radio VOP applies for operating licence in Zimbabwe<http://blogs.rnw.nl/medianetwork/radio-vop-applies-for-operating-licence-in-zimbabwe>

One of Zimbabwe's most widely listened to, but currently unlicensed radio stations and websites, Radio VOP, has applied for an operating licence, the Executive Director, John Masuku, has confirmed. Addressing more than 40 Radio VOP website and radio correspondents gathered in Harare for a one-day workshop, Mr Masuku said: "Yes, we have applied for an operating licence. We are waiting to see what will happen."

The Broadcasting Authority of Zimbabwe (BAZ), which falls directly under the Media and Information Commission (MIC) currently led by veteran broadcast journalist, Godfrey Majonga, has the final say before issuing out broadcasting licences in Zimbabwe.

Radio VOP is among three independent radio stations broadcasting into Zimbabwe today. Only the Zimbabwe Broadcasting Corporation Holdings Limited (ZBC) operates legally in Zimbabwe.

However, people living in Zimbabwe are currently fed up with the national broadcaster which broadcasts mainly former ruling party Zanu (PF) propaganda material which is in black and white and was shot during the days of the liberation struggle before Independence in 1980.

The two other radio stations broadcasting into Zimbabwe are Studio 7 from the Voice of America and UK-based SW Radio Africa. Studio 7 currently led by former senior reporter for The Standard newspaper, Ray Choto, while SW Radio Africa is currently led by Jerry Jackson, a former journalist with the cash-strapped ZBC.

Source: Radio VOP

Andy Sennitt comments: Radio VOP currently broadcasts into Zimbabwe on shortwave via the RNW relay station in Madagascar. However, this facility will be closed or sold by the end of 2012, following the Dutch government's slashing of the RNW budget.

Source: Media network Blog Radio Netherlands, 5 July 2011

NEWS

FROM : 2011-07-06 [EN]

Nigeria: Broadcast Stations to Undergo Full Digitisation 2012<http://allafrica.com/stories/201107060447.html>

The National Broadcasting Commission (NBC) says broadcasting stations in the country will undergo full digitisation by 2012 if government enacts the necessary legislation to back up the transition.

The Director-General of NBC, Mr. Yomi Bolarinwa, told the News Agency of Nigeria (NAN) yesterday in Abuja that the commission was working tirelessly to ensure a successful transition by June 17, 2011.

He said that the Presidential Advisory Committee set up to coordinate the exercise had submitted its report, which advised that the commission should have two licensing categories.

The first category, he added, was that broadcast stations would no longer be licensed and given a channel to operate, while the second suggested that there would be license to contribute content and become a content provider, and then have somebody who would provide the facility for transmission.

Bolarinwa noted that in the last two years, there had been digital pedestal transmissions in Lagos, Port Harcourt, Ibadan and Abuja.

"Today, if we want to switch over in Abuja, Lagos and Port Harcourt, it will be successfully done. In transition, it is not about your transmission that matters, but the number of people who receive analogue, and today can receive digital, that matters."

Bolarinwa said that the whole country could not be switched over by 2012, stressing that it had to be a gradual process, which would not cause interference to the neighbouring countries.

This, he added, would be in phases in order to bring synergy from one phase to another. "Let me make it very clear that there is nowhere in the world that we can switch over the whole country at once, because it has to be a gradual process."

Source: Daily Champion, 2 July 2011; quoted and distributed by allAfrica.com

RESOURCE

FROM : 2011-07-07 [EN]

Nigeria: The Voice of Teachers Radio Show<http://www.comminit.com/africa/node/311058>

The Voice of Teachers (VOT) radio show is a Teachers Without Borders (TWB) radio-based education initiative designed to empower, connect, and celebrate outstanding teachers and community members so that they can play a more vital role in their communities. The programme,

which started broadcasting in February 2009, offers educational news, resources, and professional development to teachers and communities and obtains feedback from listeners through phone-ins and SMS (text) messages.

Communication Strategies:

Voice of Teachers (VOT) is a weekly 45 minute radio show broadcast live every Monday on Kapital FM 92.9, Abuja, Nigeria which has a listenership of over 1.6 million people every week. The show seeks to be a tool for discussing contemporary issues affecting teachers and education, as well as a tool for building sustainable partnerships for Teachers Without Borders in Nigeria. According to Teachers without Borders (TWB), the VOT has been instrumental in showcasing the inspiring works of local educators and community leaders who have been mandated to localise the global Millennium Development Goals in their communities. Through the VOT, TWB in Nigeria is also providing its teachers with a professional development training programme on air as well as online and onsite.

The show features a number of professionals and educators from around the world as guest speakers. In the past it has featured the national president of the Science Teachers Association of Nigeria, university scholars, educational policy makers (including the Registrar/Chief Executive, Joint Admission and Matriculation Boards, Director of Professional Operations, Teachers Registration council of Nigeria), and leading Millennium Development ambassadors.

During each episode of the show, the anchor person provides background information on TWB and a guest specialist is introduced to discuss a particular educational subject. There is an interlude of music, which is usually followed by a phone-in session where listeners can provide feedback and ask questions on issues discussed. Programmes also include announcements from the TWB secretariat, relevant news items, and reports on previous and upcoming programmes. Listeners who may not be able to phone in during the live show are provided with telephone numbers to which they can send questions and suggestions through SMS. Contact information is also provided for listeners who want to send in further feedback and inquiries. [...]

Full report and source: Soul Beat Africa (Communication Initiative), Issue 178, 6 July 2011

NEWS

FROM : 2011-07-07 [EN]

Kenya: New Content Requirements to Hit Local Broadcast Stations

<http://fesmedia.org/african-media-news/detail/datum////kenya-new-content-requirements-to-hit-local-broadcast-stations/>

The Government is piling pressure on broadcasters to increase programming for local and children's content.

New Communications Commission of Kenya (CCK) proposals released on Tuesday, target radio and television companies. The CCK released the draft broadcasting code of practice for free-to-air radio and television for public comment, before they are published in the Kenya Gazette as required by law.

According to the draft document seen by the Daily Nation, television and radio stations will be required within one year to increase local programming to more than 40 per cent, which excludes advertising and tele-shopping.

"Television or radio stations, which does not possess the proper proportion of local content at the moment of this code's adoption, must increase the share of these works every year by a suitable percentage, so that it progressively achieves the overall proportion within a period of one year for radio and three years for television from the day of entering into force of this code," reads part of the draft guidelines.

The stations must provide detailed information on the progress of these programmes' proportion update on half-yearly basis. Media owners welcomed part of the regulations, but insisted that there is need to agree on a number of issues likely to affect the sector.

"The local content clause is good, as it will strengthen local production," said Media Owners Association, Vice chairman, Mr Kiprono Kittony. However, the 40 per cent requirement should be worked over a period of time, agreed by all players, he said.

"There is shortage of local content and players will need more time on this," Mr Kittony, also Radio Africa group chairman said.

"Broadcasting because of its immediate and lasting impact on audiences, demands that its practitioners display a high sense of responsibility, morality, fairness and honesty at all times," the code says.

Source: The Nation (Nairobi), 6 July 2011; quoted by fesmedia Africa, 7 July 2011

NEWS

FROM : 2011-07-07 [EN]

Rwanda: RURA Revokes Star Africa's ISP, Radio Licences<http://allafrica.com/stories/201107070285.html>

Rwanda Utilities Regulatory Agency (RURA) announced its revocation of a radio communication license and Internet Service Provider (ISP) licence held by Star Africa Media for failure to honour contractual obligations.

RURA's Director General, Regis Gatarayiha, said the decision was taken by the regulator's board. Star Africa Media, which recently rebranded as Star Times, also holds a digital pay TV license.

"Following numerous enforcement letters issued by RURA's management and subsequent enforcement notice issued by the Regulatory Board; Star Times had done nothing about the licence obligations and their explanations were not satisfying, hence revoking the two licences," he explained.

The notice sent to Star Times mentioned that considering that the regulatory board has the responsibility of monitoring and enforcement of licence obligations and to address any breach of licence conditions and impose penalties.

"The present decision is aimed at withdrawing the ISP license of COMIUM RWANDA LTD, The ISP License granted to COMIUM RWANDA Ltd.

on 23/10/2008 is hereby revoked and the radio communication License granted to COMIUM RWANDA Ltd. under its ISP License is hereby revoked," a notice from RURA reads in part.

When contacted for a comment, Star Times' Managing Director, Ken Xiz told Business Times, he had no comments regarding the issue.

Gatarayiha said that Star Times was contacted on different occasions before the conclusion was reached but they showed no interest in complying.

"They are allowed to reapply for the licences but this time around, they have to table a strong proposal before we can issue them with another licence," he explained.

Source: The New Times (Kigali), 7 July 2011; quoted and distributed by allAfrica.com

NEWS

FROM : 2011-07-07 [EN]

Zimbabwe: Zimpapers applies for commercial radio licence<http://blogs.rnw.nl/medianetwork/zimpapers-applies-for-commercial-radio-licence>

The state owned Zimbabwe Newspapers Group (Zimpapers) has applied for a free to air national commercial radio broadcasting licence a move that might be construed government wants to maintain a strong grip on the media. A notice in a local paper by the Broadcasting Authority of Zimbabwe (BAZ) announced that Zimpapers which owns eight newspapers across country is interested in owning a national commercial radio station.

Zimpapers owns the following newspapers; The Herald, Sunday Mail, Sunday News, Chronicle, Manica Post, tabloid H-Metro, vernacular newspapers Kwayedza and I. A statement in the state media issued by BAZ invited people who want to comment on Zimpapers' application to call their office to register their views. BAZ gave people 14 days to submit their comments to their offices. The BAZ which is the authority and licensing authority in the broadcasting sector advertised for interested broadcasting players to submit their applications to their offices. On Tuesday the Media Institute of Southern Africa (MISA) said 15 aspiring radio stations submitted their applications to BAZ and if any of the applicants are given licences this will end state media stranglehold on the broadcasting sector. Radio Voice of the People is one of the 15 applicants.

"MISA-Zimbabwe has noted the requisite adverts by some prospective broadcasters in the national newspapers. These include Voxmedia Productions trading as Voice of People FM, Thonet Investments trading as Radio Africa, AB communications Pvt Ltd, Black Thing Communications and Seddon Investments," MISA said.

"In terms of Section 10 Subsection 3 of the Broadcasting Services Act, applicants are required to publish their applications in a national paper within 7 days of submitting their applications. The processing of applications by the BAZ is upon proof of production of the advert. Members of the public are also given a 14 day window period to comment about the applications to the authority and lodge any objections about an applicant."

Source: Voice of the People, 7 July 2011; quoted by Media Network Blog Radio Netherlands.

NEWS

FROM : 2011-07-08 [EN]

Zimbabwe: BAZ Taken to Task Over Delays to Free Airwaves<http://allafrica.com/stories/201107081502.html>

The Parliamentary Portfolio Committee on Media, Information and Communication on Thursday chastised the Broadcasting Authority of Zimbabwe (BAZ) for its lack of commitment in freeing the

airwaves.

Appearing before the committee in Parliament, BAZ chairman Tafataona Mahoso and chief executive officer Obert Muganyura reiterated their call that the current infrastructure in Zimbabwe did not allow more players to enter the broadcasting sector. BAZ says this is because they have no capacity to 'monitor' new broadcasters.

But a study carried out by government two years ago said that the country had the capacity to licence an additional four television stations and 31 commercial radio stations.

Opening up the airwaves is one of the issues agreed to by all parties in the Global Political Agreement (GPA). But this has not happened and the inclusive government has been under pressure from all media stakeholders to start this process. It is also an issue that has been raised by SADC and by President Zuma of South Africa, as chief facilitator in the GPA discussions. A month ago BAZ did call for applications for two commercial radio licences but there are concerns that this call is just a politically motivated move to hoodwink SADC into believing there is some movement on electronic media reforms. There were 15 applicants, including the state owned Zimbabwe Newspapers Group.

Media advocacy group MISA Zimbabwe, has long advocated for the licencing of community radio stations. They say that unlike commercial radio stations, which are profit-driven in terms of their programming, community broadcasting is by the community for the community.

'While this does not necessarily mean community radios operate at a loss, the point to note is that they are not established for the purpose of making profit. This means that their programming is not saturated by adverts, state propaganda or elitist ideas.

Community stations are designed to promote values of the community, pursuing the social, economic and political agendas of the community, which may be defined geographically or by common interests,' a statement from MISA said on Friday.

There are a number of community and church radio stations in Zimbabwe that would be ready to start broadcasting immediately.

There has also been no discussion on the future for the state broadcaster, ZBC. As Zimbabwe's 'public' broadcaster it needs to be urgently reformed to make it a truly public and not state broadcaster.

Source: SW Radio Africa, 7 July 2011; quoted and distributed by allAfrica.com

NEWS

FROM : 2011-07-08 [EN]

Gambia: Gambian state broadcaster goes live on the Web

<http://blogs.rnw.nl/medianetwork/gambian-state-broadcaster-goes-live-on-the-web>

Dave Kernick writes: Government-run public broadcaster Gambia Radio and Television Services (GRTS) now offers live streams of its national radio and television services from the organization's new website at www.grts.gm.

GRTS Radio is on the air in local languages and English at 0600-2400 local time/UTC daily, with news bulletins in English observed at 0700-0710, 1300-1310, 1800-1810, 2200-2230, and finally a brief news summary at the close of their broadcast day (on weekdays, all timings may vary at weekends). The service identifies on air variously as "GRTS Radio", "Gambia Radio and Television Services" or "GRTS Digital FM"; notwithstanding the latter identification the station's closedown announcements indicate that in addition to 96.0, 98.6 and 102.6 MHz FM they also transmit on 648 and 747 kHz mediumwave.

GRTS Television broadcasts terrestrially on VHF channel E11 in Banjul, and since 2009 has also been available on the Intelsat 901 satellite at 18 degrees West, 4140 MHz frequency, left-hand circular polarization, symbol rate 3500, FEC 3/4. Their live video stream appears to be having teething troubles and was only working intermittently at the time of writing, however the website does have a link to their YouTube channel, which is an on-demand archive of 10-minute clips identified by time and date. One of the current clips labelled GRTS-05-07-2011:2130 includes a 6-minute filmed news report about new GRTS radio and TV transmitter sites undergoing construction. GRTS Radio is Gambia's oldest radio station, going on air (as Radio Gambia) on 4820 kHz shortwave in 1962, initially only on weekdays for a couple of hours in the evening. The government commissioned a TV service in 1995, prompting a change of name for the organization to Gambia Radio and Television Services.

Source: Dave Kernick, Interval Signals Online, quoted by Media Network Blog Radio Netherlands, 8 July 2011

NEWS FROM : 2011-07-09 [EN]

Kenya: Kenya's KBC opening vernacular radio in west

The Ministry of Information and Communication is committed to supporting establishment of vernacular radio stations as one way of implementing some tenets of the new constitution. Unveiling a plaque to commission KBC-owned Minto FM [101.7 MHz] radio station that will broadcast in Ekegusii [language] at Nyanguru in Kisii [western Kenya], Information and Communication Secretary Ezekiel Mutua said the move was in line with the new law. Mutua who represented Information and Communication minister Samuel Poghisio at the launch underscored the role of vernacular radio stations in empowering the communities through access to information.

He however cautioned that the information must be in the format palatable to the local consumers and commended the Kenya Broadcasting Corporation for its efforts to usher in the new digital platform era saying, the ministry was keen to promote and support similar initiatives.

KBC managing director Waithaka Waihenya said that the new station will live to its duty of observing objectivity, accuracy and fairness in news presentation.

Source: KBC Online text website (Nairobi), 7 July 2011; quoted by BBC Monitoring

NEWS FROM : 2011-07-09 [EN]

Zimbabwe: Zimbabwe regulator says it lacks capacity to monitor new radios

The Broadcasting Authority of Zimbabwe (BAZ) has neither the capacity nor expertise to license new broadcasters now because of funding problems it faces since its inception, parliament was told yesterday.

BAZ chairman Tafataona Mahoso made the revelation when he gave oral evidence to the Media, Information and Communication portfolio committee on the authority's progress in opening up airwaves to allow for private broadcasters.

The SADC-facilitated GPA signed in 2008 calls upon the inclusive government to open up the media sphere to new and diverse players in an effort to entrench democracy. Presently the electronic media is still monopolized by state broadcaster ZBH.

Mahoso said opening up of airwaves was determined by levels of investment by the state into monitoring and regulating tools of any new entrants.

"Broadcasting is mostly a question of investment and budget, investment in infrastructure and equipment for monitoring," he said. "Any serious regulator about regulation would make sure anything licensed can be monitored and regulated in terms of the current laws," Mahoso said.

He said this in response to committee chairperson Seiso Moyo's question on whether the authority had the capacity and equipment to license any new players in the short to medium term.

Mahoso added that they could not license new players whose equipment was not compatible with the monitoring system they currently have.

BAZ chief executive officer Obert Maganyura said the authority was severely compromised when it comes to monitoring broadcasters and their transmitters since they are using obsolete equipment.

[...]

Full report and source: The Zimbabwe Independent website, Harare, in English 7 July 2011; quoted by BBC Monitoring 9 July 2011

RESOURCE FROM : 2011-07-12 [EN]

Manual: Covering Trauma - A Training Guide

http://www.radiopeaceafrica.org/assets/texts/pdf/2011-Covering_Trauma_Color_EN.pdf

Check out the newest RFPA Guidebook entitled "Covering Trauma"! This manual was developed by Jina Moore, an independent multimedia journalist who specialises in Africa and in post-conflict and human rights reporting.

Covering trauma is part of almost every journalist's experience, yet it is a challenging and delicate exercise. "Covering Trauma: A Training Guide" has been designed to give journalists concrete tools for understanding the effects of trauma and for conducting sensitive reporting and writing on trauma stories. It provides concrete tips on how to carry out interviews in difficult situations, and framing stories so as to protect victims and not sensationalise violence. The guide also explores how journalism can help communities heal after trauma.

To download this new Guidebook, visit the link of this news.

Source: RFPA Update, 12 July 2011

RESOURCE FROM : 2011-07-12 [EN]

Award: ACP Journalism Competition on Agriculture Issues

<http://extensionconference2011.cta.int/journalists-call>

The ACP journalism contest on agriculture issues is now open! The competition, sponsored by the Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA) and the African, Caribbean and Pacific Group of States (ACP) aims to encourage journalists to investigate the challenges and opportunities facing farmers today.

The contest is open to media and communication professionals from the ACP member countries.

Entries should be original pieces focusing on agricultural extension and advisory services to farmers and can be in English, French or Spanish. Six regional finalists will be selected and will be fully supported to attend an international conference on extension services in Nairobi, Kenya. They will also each receive € 1,000. The deadline to apply is August 15, 2011.

For more information and to apply, visit the link of this news.

Source: RFP Update, 12 July 2011

NEWS FROM : 2011-07-13 [EN]

Nigeria: '70% of Citizens can't afford digital broadcast'

<http://www.balancingact-africa.com/news/broadcast/issue-no108/technology-convergen/nigeria-70-of-citize/bc>

Over seventy percent of Nigerians will not be able to pay for digital broadcast in the country from 2015 when migration from analogue is completed, a lawyer and IT activist, Chukwuemeka Okerefor, has said.

Speaking at a workshop on digital broadcast migration in Abuja, Okerefor said because at least 50 dollars was required to be paid by each Nigerian to be able to enjoy digital broadcast, most Nigerians who live below one dollar per day would be cut off from the new technology.

According to him, digital broadcast may also run into hitches in the country as TV stations lack local content. He said the government seemed not prepared for the digital broadcast as nothing or little was being done by its agency responsible for the new technology.

" 70 per cent of Nigerians who live below one dollar per day and those ones in the rural areas will not be able to pay for the digital broadcast migration because we are told the migration will cost each Nigerian at least 50 dollar", he said.

Also speaking at the event, editor of IT Edge News, Segun Oruame, said the National Broadcasting Commission (NBC) was not carrying Nigerians along on what they should know about digital broadcast. He called on NBC to embark on public enlightenment on the new technology if the country must meet the 2015 target.

Source: Daily Trust in Nigeria, quoted by Balancingact-Africa.com, Telecoms, Internet and Broadcast in Africa, Issue 108, 7 July 2011

NEWS FROM : 2011-07-14 [EN]

Ethiopia/USA: VOA Horn chief said reinstated after suspension over row with Ethiopia

The Voice of America (VOA) has reversed its decision to suspend its Horn of Africa chief, David Arnold.

After Addis Voice published a disturbing story [on 8 July] on censorship and questionable actions taken against Mr Arnold for comments he made recently in a 23 June VOA report, VOA bosses held a series of crisis meetings and decided to reinstate him, sources have disclosed.

Addis Voice briefly talked to Mr Arnold who confirmed that he got his job back, But Mr Arnold declined to make comments on the issue. He directed any inquiries on this matter to VOA's public relations office to which we have posed a few more serious questions.

Meanwhile, VOA Acting Director and Executive Editor Mr Steve Redisch has written to Addis Voice saying that the 23 June VOA report on three Board of Broadcasting Governors visit to Ethiopia was "inaccurate".

"There have been inaccurate reports about the tone and substance of an official meeting on 22 June between members of the US Broadcasting Board of Governors and Ethiopian Communication Affairs Minister Bereket Simon," he said.

According to Mr Redisch, the controversial report "aired 23 June on VOA Horn of Africa programmes and appeared on its website inaccurately characterized the nature of Ethiopian government complaints about VOA's programmes.

"Contrary to the VOA report, at no time did Ethiopian government officials ask the board members to prohibit any individuals from appearing on VOA programmes. Consistent with VOA's standards of accuracy and not for reasons of self-censorship, the report was taken off the website," Redisch said

in a brief statement he sent to Addis Voice.

However, informed sources have contradicted Mr Redisch's statement.

"Bereket Simon has, indeed, made the outrageous demands. Sooner or later, copies of the controversial document will be made public," the source said.

Source: Ethiomedia website, 12 July 2011; quoted by BBC Monitoring, 14 July 2011

NEWS

FROM : 2011-07-14 [EN]

Sudan: Suspects in Darfur radio case say forced to confess by Sudanese authorities

Six out of the seven suspects who were accused of collaborating with the Netherlands-based Darfur radio, Radio Dabanga, denied their testimonies which were read by the prosecutor in yesterday's session at the Khartoum Central Court, which was devoted to hear the investigator and the case charges.

The suspects said that the confessions which the prosecutor read were taken from them by force. The suspects, including the journalist of Al-Sahafah newspaper, Ja'far al-Sabki, were charged with criminal participation and collaboration [in criminal activity], undermining constitutional order, instigating political sedition and incitement against the authorities under articles 21, 24, 25, 50, 53, 55, 63, 65 and 65 of the criminal law.

[Passage omitted: Names of suspects].

Source: Excerpt from report by liberal Sudanese newspaper Al-Ayyam (Khartoum), in Arabic 13 July 2011; quoted by BBC Monitoring 14 July 2011

NEWS

FROM : 2011-07-15 [EN]

Tunisia: AMARC/IMS Mission on Media Development in Tunisia

International Media Support (IMS) and the World Community Radio Association (AMARC) in collaboration with Syndicat Tunisien des Radios Libres (STRL) conducted five community media workshops in different regional cities of Tunisia (Le Kef, Kasserine, Gafsa, Gabes and Bizerte) from July 5th to 10th, 2011. The objective of the workshops was to present the concept of community media, especially community radio and community media centers and listen to the voices of local journalists and civil society actors and their perceptions of developing media diversity in their region. The AMARC/IMS and STRL team was warmly welcomed. The workshops were well attended by media people, amateur broadcasters that run internet radios, , civil society representatives such as women's associations, citizenship groups, organizations of unemployed graduates, AIDS prevention groups, revolution committees etc. The message about the workshops traveled fast by word of mouth and despite the hot temperatures in the interior of the country, people travelled long distances to participate. Each workshop had between 20 40 participants.

"Central Tunisia is one of the forgotten regions of national development, but at the same time we are the center of the revolution." Chedly Tlili, Radio Chambi FM, Kasserine.

In Kasserine the people have been deprived of any regional media such as news papers, radio or TV by the Ben Ali dictatorship. They felt very inspired by the idea of community media in particular community radio and community TV. It would largely contribute to the development of the region, which is based on agricultural production and has rich cultural inheritance.

The mission was very timely as the Instance Nationale de la Réforme de l'Information et de la Communication (INRIC) has just recommended 12 local radio projects to the Prime Minister to be granted a broadcast license. Among them are three community radio stations (Radio Chambi FM, Kasserine; Radio Sawt El Manajem, Gafsa and Radio 6, Tunis). In the different cities all the radio projects that were recommended for licenses attended the workshops and said they got a lot of new ideas on how to run their radio. The workshops also constituted a welcomed opportunity for networking amongst media and civil society actors outside of Tunis.

"We really have to seek direct collaboration with the miners of Gafsa who are the target audience of our radio but we should also cater to other people especially the women living in Gafsa." Fahen Boukaddous, Radio Sawt El Manajem.

"I could imagine that within our commercial radio station we opened up windows for community radio produced by civil society associations." Kamel Robbana, Oxygene.FM, Birzeite.

The workshops held last week will be followed up by IMS/AMARC with concrete support to certain pilot projects and collaboration with existing community media projects as well as new initiatives. The objective is to support decentralization and diversification of the media in Tunisia and strengthen the community media sector.

"The energy and the desire for positive change in Central Tunisia is tangible. There is a lot of frustration outside the capital; People have only experienced censored and centralized media coming from Tunis. 'It's like we don't exist', one of the workshop participants in Kasserine said. But

the frustration can be channeled positively. Local media, community media can give large parts of the rural population a Voice. And as a young man put it, 'we have to be the change we want to see.'" Lotte Grauballe, IMS.

"The development of community radio in the smaller towns has great potential to reach out to the large sectors of society who do not have access to the internet such as women and agricultural workers. It's

important to involve women from the very beginning of any community media project." Bianca Miglioretto, AMARC.

Source: AMARC International Secretariat, Communiqué, 15 July 2011

RESOURCE FROM : 2011-07-15 [EN]

Africa: UN launches radio contest on Climate Change

<http://ijnet.org/opportunities/un-launches-radio-contest-africa>

The United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) has launched a new radio contest under the theme "Changing Lives."

Winners will be invited to participate in a two-week program in Durban, South Africa to coincide with the UNFCCC conference that will take place November 28 - December 9.

Both the program and conference are organized to raise awareness about climate change issues and the Clean Development Mechanism (CDM) of the Kyoto Protocol.

This radio contest is open to all journalists in Africa. Submissions should be no more than five minutes in length, free of copyright material, in English, comply with legal and copyright laws and consist only of original work.

The application deadline is August 10.

Source: IJNet, website

NEWS FROM : 2011-07-20 [EN]

Lybia: Radio Free Libya now audible on FM in Tripoli/Misrata

<http://blogs.rnw.nl/medianetwork/radio-free-libya-now-audible-on-fm-in-tripolimisrata>

On 15 July Radio Free Libya carried "good tidings to the Libyan people that Radio Free Libya could now be heard in Tripoli, Misrata, Zintan, Tarhunah and Al-Khums on the frequency of 88.5 MHz".

Source: Radio Free Libya, quoted by Media Network Blog Radio Netherlands, 18 July 2011

NEWS FROM : 2011-07-20 [EN]

Lesotho: Broadcasting regulation workshop is taking place this week

http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-URL_ID=31465&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

A five-day training workshop started yesterday in Maseru, Lesotho, to promote existing legal and regulatory frameworks covering broadcasting regulation during election periods, as well as election coverage by broadcasters. This workshop for journalists and the Lesotho Communications Authority is taking place from 18 to 22 July 2011. [...]

Full report and source: Unesco Webworld, 19 July 2011

ALERT FROM : 2011-07-21 [EN]

DRCongo: Media watchdog calls for restoration of DRCongo radio's broadcasting rights

The Watchdog of the Freedom of the Press in Africa [OPLA], an African network of voluntary journalists and lawyers for the defence and the promotion of the media, has requested for the immediate and unconditional restoration of the signal of Radio Lisanga Television [RLTV], a private station broadcasting from the capital of the Democratic Republic of the Congo Kinshasa.

Radio Lisanga Television, owned by Roger Lumbala, leader of the opposition Congolese Rally of Democrats and Nationalists [RCDN] party which openly supported the candidacy of Etienne Tshisekedi at the presidential election on 28 November, was silenced on 9 July around 1200 local time (1300 GMT) on instructions from Information Minister Lambert Mende Omalanga.

A communique related to the suspension measure of RLTV was read in the evening on 9 July at the state-owned station National Radio and Television Station [RTNC] while the signal of RLTV had been discontinued many hours earlier. The information minister made public the ministerial decree n037 related to the suspension of the broadcasting throughout the Democratic Republic of the Congo of Radio Lisanga Television programmes.

The minister accuses RLTV of incitement to violence, hatred, and of an attempt to jeopardize the electoral cycle through the daily broadcasting of a programme titled "SET" [which supports Etienne

Tshisekedi].

This ban comes 20 days after the brutal aggression of Baby Balukuna, a journalist and presenter of the programme "SET". He was mugged near the RLTV offices in Gombe district in down town Kinshasa by a group of unidentified men holding knives on 19 June in the evening. No investigation has been conducted so far in order to shed light on the circumstances of this aggression or to identify the authors.

With regard to this state of things, the Watchdog of the Freedom of the Press in Africa denounces the irregularities in the publication, and the implementation of the decree suspending RLTV. This decision constitutes an obstacle to free flow of information. So, it is an obstacle to the freedom of expression guaranteed by the Constitution of the Democratic Republic of the Congo as well as the International Judiciary instruments related to human rights.

Consequently, the Watchdog of the Freedom of the Press in Africa urges the government to lift the ban, and immediately re-establish the signal of RLTV without condition.

The Watchdog of the Freedom of the Press in Africa finally urges the Congolese authorities to step up the implementation of the High Council of Audiovisual and Communication [CSAC] by appointing independent persons at the helm of this public media regulation structure.

Source: Le Phare, Kinshasa, in French 12 July 2011; quoted by BBC Monitoring 21 July 2011

NEWS

FROM : 2011-07-21 [EN]

Malawi: MACRA stops radio coverage of demonstrations

<http://www.bizcommunity.com/Article/129/466/61981.html>

Malawi on 20 July 2011 turned on its head as demonstrations against bad governance turned violent prompting Malawi Communication Regulatory Authority (MACRA) to stop all privately-owned radio stations, which had been covering the proceedings live, from doing so. Zodiak Broadcasting Station (ZBS), Capital Radio and Joy Radio all confirmed receiving communication from MACRA to stop doing so.

Capital Radio director general Al Osman said they have been professionally carrying out live interviews with pro-democracy demonstrators with sensitivity and it was frustrating to be stopped by MACRA.

"MACRA stopped us by saying they have been told by the highest authority that we stop doing so because security officers had told them that it was inflaming the situation," he said.[...]

Source: Bizcommunity.com, 21 July 2011

NOUVELLES

NEWS

FROM : 2011-07-01 [FR]

Tunisie: Conférence de presse de l'Inric - Des radios à la douzaine

<http://fr.allafrica.com/stories/201106300515.html>

• 8 radios dans les régions et 4 sur le Grand-Tunis

M. Kamel Laâbiddi, président de l'Instance nationale pour la réforme de l'information et de la communication (Inric), a, au cours de la conférence de presse qui s'est tenue hier à Tunis, annoncé la recommandation au Premier ministre d'attribuer des licences de diffusion à 12 nouvelles radios privées.

Entouré des membres de l'Inric, Mme Radhia Saïdi, MM. à Hichem Snoussi, Ridha Kéfi et Néji Bghouri, le président de l'Instance a d'emblée qualifié d'«historique» cette annonce de recommandation de création de radios. «Action qui s'inscrit dans la conviction et la nécessité d'instaurer une information libre et objective, pluraliste et diversifiée, dans le but de répondre à l'aspiration de la société tunisienne de rompre définitivement avec le passé où l'exclusion, le clientélisme et le favoritisme étaient érigés en critères».

Le président de l'Inric a également précisé que l'Instance a reçu 74 demandes de licences de radios dont les dossiers ont été traités avec rigueur et équité, selon des critères précis, mais que la plupart des dossiers étaient soit incomplets, soit ne répondaient pas aux critères fixés et aux normes, soit les deux. Concernant la liste des radios recommandées et qui sera soumise au Premier ministre pour l'obtention de l'autorisation de diffusion, M. Kamel Laâbidi a souligné qu'une grande partie de ces 12 stations radio dont huit sont prévues dans les régions ignorées et marginalisées par l'ancien régime et réhabilitées grâce à la Révolution. Ces radios (voir encadré) seront implantées à Sidi Bouzid, Kasserine, Gafsa, Médenine, Kairouan, Bizerte, etc.

Sept parmi ces radios sont du genre commercial et généraliste, deux commerciales et thématiques et trois associatives et communautaires.

Aucune recommandation de radios diffusant sur l'ensemble du territoire n'a été faite, étant donné la pénurie de fréquences FM.

« La porte n'est pas fermée »

M. Kamel Laâbidi a indiqué que «la porte n'est pas fermée» et que d'autres licences seront accordées ultérieurement afin d'enrichir le paysage médiatique et audiovisuel national, à condition que «les candidats aux fréquences FM améliorent et peaufinent leur dossier».

De son côté, M. Hichem Snoussi, membre de l'Inric, a égrené les critères adoptés pour l'étude de l'évaluation des dossiers, dont notamment «l'indépendance à l'égard du pouvoir exécutif et des organisations politiques et religieuses, la non-participation de financements étrangers au capital de l'entreprise ou à la composition de son conseil d'administration, l'obligation d'employer une équipe rédactionnelle professionnelle pour garantir le respect des règles déontologiques, la garantie de contribuer au développement de la culture tunisienne et à la promotion du pluralisme et de la diversité dans l'espace public, l'absence du cumul entre une entreprise de publicité ou de communication et une entreprise médiatique».

Outre les critères, M. Hichem Snoussi a indiqué que rien n'a été laissé au hasard et que le rapport final sur l'attribution des fréquences aux radios privées a été réalisé sur plusieurs étapes et que face au vide juridique et au manque de réglementation de l'espace audiovisuel, l'Inric a fait appel à des académiciens, des spécialistes, des experts nationaux et internationaux connus pour leur intégrité, leur indépendance et leur engagement en faveur de la liberté d'expression et des droits de l'Homme tenant compte de leurs suggestions et conseils lors des commissions d'audition et d'évaluation. Sans compter les ateliers de travail, les réunions et les rencontres avec l'Ifex (Réseau international pour la liberté d'expression) et l'Armac (Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires) en présence des demandeurs de licences.

Concernant le problème des fréquences FM M. Néji Bghouri a fait remarquer que «les critères appliqués à toutes les demandes de radios relèvent de l'équité la plus totale, conformément aux standards internationaux». Cela en attendant que l'Office national de télédiffusion (ONT) trouve des solutions techniques pour augmenter le spectre tunisien des fréquences dont 90% ont été déjà attribués. «Nous tablons sur 150 nouvelles fréquences pour élargir le réseau de diffusion d'autant qu'une demande a été déposée auprès de l'Union internationale de télédiffusion pour récupérer une couche de fréquences actuellement utilisée par l'Italie».

De son côté, M. Ridha Kéfi a spécifié que les demandeurs de licence qui ont déposé leur demande depuis plusieurs années ont bénéficié d'un bonus : un point par année d'ancienneté, ce dont a bénéficié Radio-Kalima dont le dossier, déposé le 24 mai, a été étudié comme tous les autres dans l'équité et l'impartialité.

«Réduire les coûts de diffusion pour les nouvelles radios»

Enfin, plusieurs recommandations ont été faites au Premier ministre par l'Inric dont l'énonciation dans la convention relative à l'octroi de la licence provisoire, la nécessité de démarrer la diffusion dans un délai ne dépassant pas six mois. La durée de la licence provisoire étant fixée à un an à compter de la date de la première diffusion. En attendant, l'Inric s'attellera à l'élaboration du cahier des charges.

Autres recommandations : la réduction du coût de diffusion pour les nouvelles radios et l'adoption d'un prix symbolique pour les radios associatives. Signalons que le coût d'une licence radio diffusant sur l'ensemble du territoire est de deux milliards de nos millimes, elle est de 200.000 dinars sur le Grand Tunis et de 57.000 dinars sur les régions.

L'Inric recommande aussi la création d'un fonds d'appui aux radios communautaires et associatives et d'octroyer une partie des recettes publicitaires des radios privées afin d'aider financièrement les radios régionales à partir de 2011.

Enfin, au cours du jeu des questions-réponses qui a suivi la conférence de presse, nous avons appris, notamment, que l'annonce des recommandations de licences pour les 33 demandes de télé, dont quatre publiques, sera faite vers la fin du mois de juillet et que l'Inric tâchera de se doter d'un instrument de mesure de la distribution de la parole aux différents partis lors de la campagne des élections de la Constituante.

Source: La Presse (Tunis), 30 juin 2011; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS

FROM : 2011-07-01 [FR]

Cote d'Ivoire: Pourquoi les auditeurs n'écoutent plus la radio nationale

<http://fr.allafrica.com/stories/201106300453.html>

Mon attention a été attirée par un passager. Dans un taxi. Nous étions à bord de ce véhicule lorsque l'homme en question m'a demandé de lui rappeler la fréquence de la radio nationale. J'ai été incapable. De lui rendre ce service. Toute honte bue. Les autres occupants de la voiture également. Après mon voyage, mon réflexe de journaliste m'a emmené à réaliser que quelque chose ne va pas à la radio.

Au point où, les habitants de Côte d'Ivoire ne savent plus où l'écouter. J'ai donc décidé d'en savoir davantage. Je me rends donc au siège à la rencontre des journalistes. Eux qui vivent au jour le

jour les difficultés.

Mes interlocuteurs dont je tairai volontairement les noms, se sont exprimés. Regeant effectivement que de nombreux auditeurs tournent le dos à la radio nationale. Et cela, pour plusieurs raisons.

La technique

" Comme si elle abritait un malade encombrant, la radiodiffusion, cette dame presque sexagénaire a pris non seulement de profondes rides, mais agonise sous le poids de divers maux qui ont pour noms :

La vétusté des moyens de production et de diffusion tout comme le vieillissement du personnel, le manque de formation " a expliqué Jean Claude Bayala, directeur général adjoint de la radio. C'était lors de la visite du ministre de la Communication.

Des agents que nous avons approchés sur le même sujet ont, eux aussi, fait cas de ces ennuis. Seulement qu'à la différence de leur nouveau patron, ils ont été plus explicites.

Au point de vue technique, un travailleur et non des moindres nous fait partager sa désolation " Tous les émetteurs sont à plat. Dans les régions, les techniciens sont obligés de faire de la gymnastique.

Sous le ministre Thiam, de grandes innovations ont été envisagées. Du matériel a été même donné pour couvrir tout le pays. Mais tout est tombé en lambeaux faute de suivi ".

Un autre journaliste, plus amer, a mis le pied dans le plat " La situation post- crise a empiré la situation. Au départ, on était sur deux (02) fréquences. Les 92 pour fréquence 2 et les 88 pour la chaîne nationale.

Le prime time, c'était le 6 heures et le 7 heures. Mais depuis qu'on a connu cette crise, on a un programme de crise pour mettre la radio en éveil. On a opté pour la fréquence 88 parce que la 98 nous est disputée par radio Côte d'Ivoire, la voix du rassemblement.

La 88 est une chaîne qui, d'habitude, n'est pas captée par les auditeurs ", nous fait-il remarquer. Avant de reconnaître, lui aussi, que les populations ont du mal à s'habituer à la nouvelle fréquence avec un son dont la qualité fait défaut. "

Même les petites radio de proximité ont un son plus confortable que celui de radio Côte d'Ivoire ", regrette notre informateur. En dehors de ce fait, il y a aussi que le personnel constitue également un obstacle à la promotion de la radio nationale.

La formation

" Il y a eu ces derniers temps un recrutement, on peut dire, de faveur. Le journalisme, faut-il le rappeler, est un métier qui s'apprend " a rappelé un autre agent. " Même quand on n'est pas allé dans une école de communication, on peut l'apprendre aux côtés des autres. On fait une classe aux côtés des autres. Mais pour certaines personnes qu'on a recrutées ces derniers temps, ça n'a pas été le cas.

Des gens ont été parachutés qui n'ont jamais vu une maison de radio, un studio, se sont retrouvés journalistes. On n'a même pas attendu, on les a mis directement à l'antenne ", s'est-il indigné. Et déploré le travail que font ces personnes en question.

" Elles font des fautes graves " a mentionné notre interlocuteur. Il est appuyé par un de ses collègues qui fustige le copinage de certains responsables en ces termes " Cela fait longtemps qu'on n'a pas formé et perfectionné le personnel.

On prend des gens pour leur belle voix. On leur donne le micro et on les jette en pâture. On ne va pas au micro pour balbutier. Aujourd'hui, des journalistes expérimentés sont partis. ". Poursuivant, celui-ci a dénoncé d'autres situations qui favorisent également le peu d'intérêt que les auditeurs accordent à la radio.

Les programmes

" Une radio n'est viable que par sa production, les émissions qu'elle propose. Mais ici, on ne sait pas où est passé le budget alloué à ce département ", a grogné notre source. Celui-ci, poursuivant, a souligné que ce sont des attitudes qui, démotivent les journalistes qui eux-mêmes, créent parfois les conditions de cette déchéance.

La politique

Selon notre informateur, la cour de la radio et des bureaux servent parfois de lieux de meeting.

Des journalistes, à en croire ce dernier, sont devenus des politiciens. " On ne fait que de la politique. Il y a des clans. Des Gbagoïstes, des Bédiéistes, des Alassanistes.

On nous catégorise. Nos patrons ne font que la promotion des journalistes qui soutiennent l'ex parti au pouvoir. Cette façon de gérer la radio a fait que de nombreux auditeurs ont préféré aller chez les concurrents ", a-t-il regretté. Mais croit que la radio a la chance de rebondir. Aujourd'hui, tous les regards sont tournés vers les réformes du nouveau directeur général, Brou Aka Pascal.

La promesse du 6 Août

La nouvelle direction a fait la promesse de donner de grands moyens à la Rti. Plusieurs autres mesures ont été annoncées pour que la radio joue pleinement son rôle. Celui de rassembler tous

les Ivoiriens au lieu de les diviser. Une date très attendue par les auditeurs.

Source: Le Nouveau Réveil (Abidjan), 30 juin 2011; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS

FROM : 2011-07-01 [FR]

Tunisie: Début à Tunis d'une formation au journalisme d'investigation soutenue par le PIDC

http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-URL_ID=31454&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Dans le cadre du Programme international de l'UNESCO pour le développement de la communication (PIDC), 20 journalistes tunisiens de la presse, de l'audiovisuel et des médias en ligne ont démarré hier à Tunis une formation de cinq jours au journalisme d'investigation et à la déontologie.

La formation, animée par Arab Reporters for Investigative Journalism (ARIJ), porte sur les outils et méthodes requis à chaque étape d'une enquête journalistique, de la conception à la recherche, puis à la rédaction, au contrôle qualité et à la diffusion. Un volet pratique permettra aux participants de planifier et de réaliser des reportages d'investigation soigneusement documentés en utilisant l'approche de l'enquête par hypothèse.

La formation a également pour ambition d'encourager les organes d'information publics, indépendants et étatiques à soutenir le journalisme d'investigation afin d'améliorer la qualité des contenus et de renforcer la transparence du gouvernement et des instances publiques.

Cette formation est une occasion unique pour les journalistes et rédacteurs en chef tunisiens, qui ont subi pendant 23 ans les effets néfastes de la censure, de la concentration des médias et de l'absence de tradition du journalisme d'enquête. La directrice générale de l'ARIJ, Rana Sabbagh, a déclaré que le changement de régime en Tunisie ouvre la voie au journalisme d'investigation et aux enquêtes sur les questions d'intérêt pour les communautés locales.

A l'issue de la formation, les journalistes tunisiens devraient rejoindre le vaste réseau de l'ARIJ, qui fédère les journalistes d'investigation arabes, pour partager leur expérience.

L'UNESCO soutient depuis toujours les initiatives qui contribuent à promouvoir la transparence et les normes professionnelles du journalisme. Basée à Amman, l'ARIJ travaille depuis 2005 à l'amélioration de la qualité des enquêtes journalistiques et contribue à développer une culture du journalisme d'investigation dans la région, auprès des professionnels des médias et des militants, pour le bénéfice du public arabe.

Source: UNESCO Webworld (Tunis), 29 juin 2011

RESOURCE

FROM : 2011-07-01 [FR]

L'UNESCO publie Story-based inquiry: a manual for investigative journalists

http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-URL_ID=31455&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

L'UNESCO a publié récemment la version anglaise de L'enquête par hypothèse : manuel du journaliste d'investigation, un guide de référence de la pratique du journalisme d'investigation.

D'abord publié en arabe, le manuel avait été présenté par l'UNESCO et Arab Reporters for Investigative Journalism (ARIJ) à la deuxième conférence de l'ARIJ, en 2009 à Amman. Il est depuis lors utilisé comme support par de nombreuses organisations de formation et a été intégré dans les programmes universitaires d'enseignement du journalisme en Europe, au Moyen-Orient, en Asie et aux Amériques.

Le journalisme d'investigation a pour objet de révéler des affaires dissimulées de manière délibérée par une personne en position de pouvoir ou de manière fortuite, sous une masse chaotique de faits et de circonstances, et de procéder à leur analyse pour présenter au public tous les faits importants. Par conséquent, le journalisme d'investigation est un facteur crucial de la liberté d'expression et d'information, qui sont au cœur du mandat de l'UNESCO.

Le rôle de chien de garde qu'ont à jouer les médias est indispensable à la démocratie et c'est pourquoi l'UNESCO soutient activement les initiatives visant à renforcer le journalisme d'investigation à travers le monde. Cette publication va contribuer à poursuivre l'action de promotion du journalisme d'investigation et a pour ambition de devenir une ressource de référence pour les journalistes et les professionnels des médias, ainsi que pour les formateurs et les professeurs de journalisme.

Source: UNESCO Webworld (Paris), 30 juin 2011

NEWS

FROM : 2011-07-02 [FR]

Côte d'Ivoire : Pour une implication des radios de proximité dans la réconciliation

http://www.avenue225.com/radios-proximite-reconciliation-cote-d%E2%80%99ivoire?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+Avenue225+%28Avenue+225%29

L'Ambassade des Etats Unies à Abidjan veut accompagner pleinement le processus de sortie de crise en Côte d'Ivoire. Pour donner un sens à cette initiative noble, elle a organisé à l'attention des professionnels des médias une conférence très enrichissante sur le thème : « Rôle des radios de proximité dans un Processus de Réconciliation ».

Organisée ce mardi 28 juin 2011, la conférence a réuni les acteurs des radios de proximité, notamment des journalistes et animateurs mais également certains responsables d'organisations professionnelles.

Juste après le traditionnel mot de bienvenu adressé aux participants par Mr Grant Phillipp, Attaché de Presse de l'Ambassade, le privilège est revenu au doyen KONE Ibrahim de développer le thème du jour.

Journaliste Ivoirien à la retraite, Mr KONE est actuellement chargé de cours à l'Institut des Sciences et Technologies de la Communication (ISTC) et à l'ISCOM de l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO).

Au cours de sa carrière, il a œuvré à la mise en place de plusieurs projets dans le domaine des médias notamment l'organisation du premier Conseil National de la Communication Audiovisuelle (CNCA), instance de régulation de l'espace audiovisuel ivoirien. Il est également membre de plusieurs organisations telles que l'Union Internationale des Journalistes Francophones et SOS Radios Locales dont il en est le Président.

On retiendra de son exposé un élément important qui pour lui est la base de la réussite de la mission des radios de proximité dans le processus de réconciliation. La formation, rien que la formation des animateurs et journalistes pour leur permettre de remplir pleinement leur mission de sensibilisation auprès des populations.

Il a souligné le rôle très important des radios de proximité dans les communautés et localités où elles sont implantées et surtout démontré pourquoi elles sont des outils importants pour la recherche de la paix.

Les participants ont pris du plaisir à donner leurs opinions sur l'exposé mais surtout leurs attentes et leurs espoirs pour l'avenir des radios de proximité en Côte d'Ivoire. Le rôle des organes de régulation, le financement et l'aide aux radios locales, la formation des animateurs et les questions liées à la liberté de la presse sont des sujets qui ont émaillé les échanges.

Le Président de l'URPCI (l'Union des Radio de Proximité de Côte d'Ivoire), Karamoko Bamba au terme de cette conférence a dit sa satisfaction et réitéré l'engagement des radios de proximité à œuvrer pour la paix en Côte d'Ivoire.

Il a aussi invité les autorités à appuyer les radios de proximité afin que celles qui malheureusement ne peuvent plus émettre du fait de la crise puissent de nouveau donner de la voix.

Source: Avenue 225 website, 1 juil. 2011

NEWS

FROM : 2011-07-03 [FR]

Madagascar: Antsakaviro - Un nouveau centre de presse

<http://fr.allafrica.com/stories/201107010394.html>

Un nouveau lieu de ressourcement à l'intention des professionnels des médias vient de voir le jour. Il s'agit d'un centre de presse, fruit de l'initiative commune et conjointe de l'ambassade de France, des États-Unis, du PNUD, du WWF et de la Banque mondiale. L'inauguration de ce « Centre de presse malagasy », situé à Antsakaviro, à côté du local du WWF, a eu lieu hier.

Les professionnels en journalisme ainsi que les étudiants en communication peuvent accéder gratuitement à diverses données, une connexion par internet illimitée ainsi que des chaînes télévisées par satellite grâce aux services offerts par ce centre.

« L'objectif étant de contribuer à l'amélioration de la profession des journalistes et du média malgache », précise Agossou Corneille, représentant résident par intérim du PNUD.

Ce partenariat bilatéral franco-américain, chapeauté par les Nations unies à travers le PNUD et la Banque mondiale avec la collaboration du WWF, valorisent le rôle du journaliste dans la vie de la nation malgache. « Sans le pouvoir critique exercé par les journalistes, on ne peut pas avancer vers une véritable démocratie », conclut l'ambassadeur de France à Madagascar.

Source : L'Express de Madagascar (Antananarivo), 1 juil. 2011 ; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS FROM : 2011-07-03 [FR]

Guinée: Déclaration de l'URTELGUI suite à des fouilles corporelles infligées à des journalistes<http://fr.allafrica.com/stories/printable/201107010365.html>

Communiqué de presse

L'Union des radiodiffusions et télévisions libres de Guinée, URTELGUI, a appris avec amertume que des journalistes de la presse nationale ont subi des fouilles corporelles à la maison de la presse, par des agents de la sécurité suite à une plainte de vol formulée par une journaliste de RFI venue à Conakry encadrer un séminaire financé par l'Union Européenne.

L'Union condamne avec la dernière énergie ces pratiques d'un autre âge et rappelle que la maison de la presse est un espace de dialogue et de concertation et non un lieu d'humiliation de journalistes. [...]

L'Union partage la souffrance morale des victimes et leur témoigne de toute sa solidarité.

Fait à Conakry le 29 juin 2011

Pour l'Union des radios et télévisions libres de Guinée

Le Bureau exécutif

Texte complet et source : Aminata.com (Conakry), 30 juin 2011 ; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS FROM : 2011-07-05 [FR]

Cameroun: Antenne - Un Balafon sur la bande Fm<http://fr.allafrica.com/stories/201107050693.html>

La radio dirigée par Cyrille Bojiko depuis Douala a pour objectif de faire de l'animation autrement. C'est depuis le 30 mai 2011 que Balafon Fm émet à Douala. Du haut du 5ème étage de l'immeuble Cocimencam au lieu dit Feu rouge Bessenguè, la radio qui a pour promoteur Cyrille Bojiko, se fixe pour principal objectif, le divertissement. «Je cherchais une chaîne de divertissement.

Et le balafon, instrument de musique, de rassemblement et d'information dans la culture africaine symbolise à suffisance la radio que je viens de créer», indique Cyrille Bojiko. Le promoteur de ladite radio part du constat selon lequel il y avait un besoin de divertissement dans la population. «J'estimais que la plupart des radios divertissaient déjà assez bien les auditeurs. J'ai donc créé une radio où on s'amuse, où on se divertit tout en s'informant», poursuit-il. Balafon Fm c'est donc 40% d'information et 60% de divertissement.

L'information à Balafon Fm se résume en des flashs d'information, trois fois par jour pour ce qui est de l'actualité locale. Concernant l'actualité nationale, Balafon Fm relaie les différentes éditions des journaux (13h, 17h, 20h) en direct du Poste national.

Car, soutient-on ici, en plus de l'information locale, il faut donner l'information officielle au peuple camerounais. Ce que seul, jusqu'ici, faisait la Cameroon radio télévision (Crtv). «Notre objectif est d'informer sans déformer, rapporter sans colporter», soutient Cyrille Bojiko qui il y'a quelques mois encore officiait à Sweet Fm.

Balafon Fm c'est aussi «Sacré matin», une émission de réveil matinal, le «hit parade», le «Balafon club», une sorte de boîte de nuit tous les vendredis et samedis, «Exclusivité afrobit-tempo».

Toute chose qui justifie bien son slogan, «ça bouge». Si au niveau du contenu et de la vision de la radio tout semble bien fonctionner, tous les matins ne sont pas roses pour Cyrille Bojiko.

Il reconnaît que les débuts sont difficiles. Au rang de celles-ci, les difficultés financières qui ne sont pas encore entièrement résorbées. Il y a aussi des problèmes techniques qui sont liés au fait qu'une radio à Malabo émet sur la même fréquence que Balafon Fm dans certaines parties de la ville.

En plus de cela, il y a des problèmes de la qualité des journalistes et des animateurs qui ne sont pas assez expérimentés. «Tout le monde copie ce qu'on fait ailleurs et personne ne propose rien d'original.

C'est ce à quoi doit s'atteler mon équipe», promet-il. De ce fait, Cyrille Bojiko en tant que «capitaine du navire» coordonne toute son équipe afin de mieux faire ressentir l'écho de ce nouveau «Balafon» sur la bande Fm.

Source: Le Quotidien Mutations (Yaoundé), 5 juil. 2011; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS FROM : 2011-07-05 [FR]

Cameroun: Idriss Lissom - "Cultures Fm est une chaîne de proximité"<http://fr.allafrica.com/stories/201107050489.html>

Interview - Le coordonnateur du projet Cultures FM présente les motivations et les enjeux de la création de cette station thématique émettant à partir d'Eséka.

Qu'est-ce qui justifie le lancement d'une radio dans le chef-lieu du département du Nyong- et-Kellé, qui plus est, une radio thématique sur la culture?

R.: Il faut dire que le département du Nyong et Kellé abrite 10 arrondissements et jusqu'à ce jour, on n'y retrouve même pas une radio communautaire. Et pourtant, c'est un département dont les habitants sont d'un grand dynamisme dans tous les domaines de la vie.

Il fallait créer un outil de reliance sociale qui puisse être non seulement un relais pour les populations mais aussi un espace d'information, d'éducation et surtout d'échanges.

Cultures Fm est une radio culturelle car la culture est l'essence de l'homme. Nous allons valoriser, promouvoir et accompagner toutes les formes de culture qui existent que ce soit l'art, l'agriculture, ou autres.

Quel est le public cible de cette radio dans un environnement essentiellement rural?

R.: Cultures Fm cible les populations du Nyong et Kellé et de la Sanaga Maritime. Est-ce parce qu'on vit dans un environnement agricole qu'on ne doit pas avoir accès à des supports médiatiques de qualité? Justement la libéralisation de l'audiovisuel est venue permettre de produire et de diffuser des informations de qualité partout où on se retrouve au Cameroun.

Qui plus est dans un environnement semi urbain et semi rural comme celui que vous avez évoqué et où les besoins en information sont énormes. Une étude de la population cible a permis de constater que cet outil serait d'une grande utilité pour tous les acteurs sociaux de cet espace social entre Douala et Yaoundé.

Cette radio est actuellement en rodage, mais peut-on avoir une idée de la grille des programmes et ses principaux animateurs?

R.: La radio est en rodage jusqu'en fin Août. En septembre nous allons lancer une grille de programmes expérimentale jusqu'en Décembre. La grille optimale sera opérationnelle en janvier 2012.

Etant donné que nous allons faire beaucoup plus de l'information, de l'éducation et de la communication, les éléments de la programmation proviendront des besoins et aspirations du public cible.

Les animateurs et journalistes seront des professionnels qu'entoureront des personnes ressources originaires de cet environnement pour créer une alchimie entre la technique et la réalité du terrain. Nous allons fonctionner en format magazines. Nous misons sur des tranches d'information, très peu d'émissions en direct et beaucoup de programmes préfabriqués. Le divertissement ne sera pas en reste car il faut bien accompagner les populations dans leur quotidien en alliant l'utile à l'agréable.

Quelles sont les sources de financements qui ont permis l'ouverture de ce média?

R.: Les sources de financement de Cultures Fm sont individuelles. Sa majesté Jean Félix Ntomp, chef traditionnel de Bogso et Rémy Emmanuel Ngue sont les deux personnes qui ont choisi d'apporter cet outil de développement aux populations du Nyong et Kellé.

Pour le développement, on dépense sans compter pourvu que l'investissement puisse contribuer à l'amélioration de la vie des populations.

Quelle est votre stratégie pour que "Cultures Fm" ne soit pas la chaîne du peuple Bassa'a étant donné que sa création découle du Festival International Bogso Eséka (Fibe) ?

R.: Notre stratégie est de faire une radio de proximité et de qualité à partir d'une thématique locale mais qui puisse se vendre universellement. Qu'elle soit taxée de radio Basaa ou pas, ce n'est pas important pour nous.

Nous allons promouvoir et vulgariser nos cultures en français, en anglais et en Basa'a. Bien sûr toujours avec le soutien et l'accompagnement des autres langues camerounaises comme nous le faisons avec le Fibe.

Source: Le Quotidien Mutations (Yaoundé), 5 juil. 2011; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS

FROM : 2011-07-05 [FR]

Burkina Faso: Radio - Des journalistes outillés à Ouahigouya

<http://fr.allafrica.com/stories/201107050360.html>

Des journalistes issus des radios implantées à Ouahigouya, Djibo, Arbolé, Tougan et Yako ont bénéficié d'une formation sur les principes fondamentaux du journalisme radiophonique les plus courants. Organisé par le Centre national de presse Norbert Zongo (CNP-NZ), l'atelier s'est déroulé du 15 au 18 juin 2011 et a concerné 15 participants.

"Retour de la paix au Burkina : les commerçants soutiennent l'action du gouvernement" ou "Syrie : il y a urgence à agir". Ces 2 articles publiés dans "Le Pays" n°4884 du lundi 13 juin 2011 sont parmi les papiers qui ont retenu l'attention de l'unique formatrice au cours de cet atelier, Danielle Bougairé. Si ces 2 articles se distinguent l'un de l'autre par leur genre, (reportage et commentaire) il n'en demeure pas moins que l'on peut tirer de leur contenu pour en faire des dépêches d'un journal en radio. Durant les 4 jours passés ensemble, la formatrice a insisté sur la collecte et le

traitement de l'information.

Journaliste de formation ayant servi pendant longtemps à Radio Burkina, Danielle Bougairé née Zangreyanogho est actuellement enseignante chercheuse au département Journalisme et communication à l'Université de Ouagadougou. C'est donc en professionnelle avertie qu'elle a abordé les différents modules à savoir la collecte et la hiérarchisation de l'information, la loi de la proximité, la préparation d'un journal parlé, l'éthique et la déontologie. Scindés en 2 équipes de rédaction, les 15 participants ont élaboré une méthode de travail sur les genres les plus utilisés en radio. Il s'agit notamment du compte rendu, de l'enrobé, du papier, du reportage, de l'interview, de la rivière.... Les équipes se sont ensuite rendues sur le terrain pour collecter les informations. Elles les ont traitées et hiérarchisées avant de présenter le journal en plénière. C'était un moment particulièrement intense pour ceux qui présentaient pour la première fois un journal. Des critiques portées sur tel ou tel aspect des présentations ont été bien assimilées par les apprenants. "Le bon journaliste est celui qui respecte l'éthique et la déontologie", dira Mme Bougairé. Pour elle, le journaliste a des droits et des devoirs.

Pour cela, il n'a pas le droit de ne pas respecter ses droits et ses devoirs. L'éthique faisant appel à la conscience professionnelle, le journaliste est tenu d'être un équilibriste et non un juge à la cour. Il a le plein droit de laisser transparaître son opinion sur n'importe quel sujet, mais doit impérativement éviter un parti pris qui sape dangereusement sa carrière. De ce fait, la formatrice a fait savoir que le journaliste doit faire preuve d'indépendance et d'intégrité morale vis-à-vis de ses sources. Au sortir de l'atelier, les journalistes ont réaffirmé leur attachement aux principes régissant leur profession. Satisfaits de la qualité de la formation, ils ont formulé une motion de remerciement au Centre national de presse Norbert Zongo et surtout à la formatrice pour son sens élevé du professionnalisme. A souligner que la formation s'est déroulée en présence de Aboulaye Diallo, gestionnaire du Centre de presse et de Justin Coulibaly, secrétaire général du SYNATIC. Source: Le Pays (Ouagadougou), 4 juil. 2011; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS

FROM : 2011-07-05 [FR]

Guinée: Radio rural de Pita - Une délégation de ressortissants chez Elhadj Ousmane Bah

<http://fr.allafrica.com/stories/201107041214.html>

En vue de parvenir au lancement de la radio rurale de Pita dont les installations sont presque terminées, une délégation de l'ONG ADERSPI (association des ressortissants, amis et sympathisants de Pita) s'est rendue au domicile du ministre d'Etat en charge des travaux publics et des transports.

Conduite par le doyen Elhadj Mamadou Oury Bomboly, la délégation comprenait également le président de l'ADERSPI et de hauts cadres civils et militaires, tous ressortissants de Pita.

Sur place, ils ont trouvé au tour du ministre d'Etat, des membres de l'UPR, sa formation politique dont ressortissants de la localité.

L'objectif de la visite axée sur le renforcement des liens entre les fils et filles de la préfecture de Pita, très éprouvés ces derniers temps par des violences caractérisées par des destructions d'édifices publics et privés (la résidence du préfet, le bloc administratif, la justice de paix, le commissariat, le crédit rural,.. et plusieurs dizaines de bâtiments privés), a été dominé par les débats sur le bon fonctionnement de la radio rurale (en essai).

Il ressort qu'avant l'inauguration de ce que les piatakas considèrent déjà comme un précieux bijou au service du développement, la nécessité de trouver un pilonne de 15 000 \$ pour assurer une couverture totale de l'ensemble des 11 CRD et de la C.U de Pita. Une somme jugée un peu excessive si l'on ajoute les cotisations antérieures ayant servi à l'achat des équipements, du local, de la clôture et autres.

Pour combler le gap, il a été sollicité plus d'implication des ressortissants afin de mobiliser les moyens au bon fonctionnement de ce médium de proximité dont le rôle servira à réconcilier les enfants de Pita.

Et pour réussir cette mission, il a été proposé des rencontres à vaste échelle en vue de rétablir le dialogue entre les différentes parties, de fustiger la violence à tout prix et de décourager les auteurs qui doivent être dénoncés. Le but ultime étant d'éviter que cette radio soit un jour détruite par ses destructeurs.

Cette réunion ultime des ressortissants de Pita vivant à Conakry a été programmée pour le dimanche 10 juillet 2011 à Hafia au domicile d'Elhaj Toulel. Les participants ont convenu de tout mettre en oeuvre pour développer Pita et ne jamais mélanger la politique aux activités de l'ADERSPI.

Rappelons que c'est cette dernière association qui a obtenu de la coopération canadienne cette radio rurale.

Source: Aminata.com (Conakry), 3 juil. 2011; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS

FROM : 2011-07-06 [FR]

Sénégal: Modifications apportées à la loi instituant le Cnra

<http://fr.allafrica.com/stories/201107060967.html>

Il est question depuis quelques jours d'une éventuelle modification de la loi portant création du CNRA. Des modifications qui viseraient à renforcer les moyens de l'organe de régulation de l'audiovisuel. Un renforcement, le CNRA dans son statut actuel en a bien besoin. Mais avant un tel exercice, a-t-on pris en compte toutes les questions fondamentales auxquelles fait face le CNRA ? Il est bien de renforcer l'organe, mais il serait mieux de revoir plus en profondeur le fonctionnement même de cet outil indispensable dans la forme actuelle de notre paysage médiatique.

Réguler un secteur, c'est permettre à ce secteur de mieux contenir son développement en veillant à son équilibre. Cela à notre avis repose sur deux principes inaliénables que sont la vigilance et la réactivité. En d'autre terme, c'est accompagner le développement du secteur.

Evidemment ceci ne veut pas dire forcément répression et sanction ; ce qui semble être le leitmotiv qui a complètement dévoyé la fonction de contrôle au Sénégal : tant qu'on n'a pas trouvé un « coupable » et qu'on ne l'a pas sanctionné, on donne l'impression que le travail de contrôle a été mal fait. Du coup, les organes de contrôle viennent pour trouver un coupable à tout prix.

Domage ! En réalité, dans les éléments de principe de la régulation, le facteur ex ante doit prévaloir sur le post ante. Réguler n'est pas juger ! Ce qui veut dire clairement que l'autorité de régulation met d'abord l'accent sur les prévisions des dérives et le non respect des engagements dans les textes et le cahier des charges indispensables à l'attribution de l'autorisation d'émettre. Le Régulateur prévoit les crises et propose des voies pour ne pas commettre la faute. Encore faudrait-il que le régulateur soit impliqué dans l'élaboration des textes, dans la prise de décisions pour l'octroi des fréquences.

Pour ce faire, naturellement, il faut que l'autorité de régulation soit forte et indépendante (juridique, technique, logistique et financière). Or, dans sa forme actuelle l'organe de régulation de l'audiovisuel, ne laisse pas apparaître cet aspect.

La loi du 04 janvier 2006 portant création du Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel avait déjà défini les missions de l'instance de régulation. Mais à l'épreuve du temps, le CNRA a fait face, parfois impuissante, à une évolution extraordinaire du paysage médiatique.

A l'origine le CNRA a pour missions essentielles notamment : de mettre en place une régulation indépendante en assurant le contrôle de l'application de la réglementation sur l'audiovisuel ; de veiller au respect des dispositions de la loi sur le secteur et de celles des cahiers de charges et conventions régissant le secteur.

Le renforcement du CNRA a souvent été souhaité par les acteurs du secteur de la presse. Pour plus d'efficacité, il semble plus pertinent de prendre en compte les préoccupations de toutes les composantes du secteur de l'audiovisuel.

Une large implication de tous garantirait certainement l'acceptation de l'autorité du régulateur par les « stakeholders » ou parties prenantes, notamment les acteurs de la presse.

Car, les promoteurs des organes de presse sont des entrepreneurs créateurs d'emplois pour des sénégalais. Ils sont aussi concessionnaires du service public de l'information. Une mission originelle de l'Etat.

Dès lors, les pouvoirs publics ont la responsabilité de la bonne marche de ce secteur en pleine mutation. On peut applaudir cette mesure qui vise à renforcer le CNRA. Mais cet exercice entraîne d'autres mesures comme la révision de la composition du CNRA, la création d'un cadre global de régulation avec le regroupement des différents organes du secteur (contenu et contenant). Ce qui à mon avis, doit pousser à revoir la forme de régulation adaptée à notre paysage médiatique actuelle.

Source: Sud Quotidien (Dakar), 6 juil. 2011; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS

FROM : 2011-07-07 [FR]

Tunisie: La Tunisie encourage le pluralisme des médias

<http://www.magharebia.com/cocoon/awi/xhtml1/fr/features/awi/features/2011/07/07/feature-03>

Le nombre de canaux médiatiques en Tunisie a explosé depuis le 14 janvier, mais certains observateurs émettent des doutes quant au fait de savoir si quantité est synonyme de qualité. Le gouvernement tunisien a récemment accordé des licences à 88 journaux et 12 stations de radio. Douze nouvelles stations de radio sont sur le point de faire leur entrée sur les ondes tunisiennes. "Leurs demandes ont été transmises à la primature en vue de l'obtention des licences de diffusion sur les ondes FM durant la période à venir", a expliqué Kamel Laabidi, le président de la Haute autorité pour la réforme des médias et de la communication. "En octroyant ces licences, nous

appliquons les critères adoptés par les pays démocratiques."

La part du lion de ces nouvelles licences revient aux provinces de l'intérieur. Radio Karama (Radio dignité) couvrira Sidi Bouzid, le berceau de la révolution tunisienne, tandis que Sawt Al Manejem (la Voix des mines) commencera à diffuser dans la province de Gafsa. Kasserine bénéficiera d'une attention médiatique au travers de Shaanbi FM, et Sabra FM couvrira Kairouan.

Pour leur part, Radio Kalima, Radio 6, Kiff FM (Plaisir FM) et Basma FM (Sourire FM) seront diffusées dans la région de Tunis. [...]

Le lancement de nouvelles stations de radio est un pas en avant qui contribuera à l'enrichissement du paysage médiatique tunisien, selon Samir Jarray, journaliste à Radio 6. Il permettra de mieux faire connaître les régions défavorisées de l'intérieur, et de créer un équilibre médiatique permettant de limiter le monopole de la "seule voix et seule orientation", a-t-il ajouté. [...] Il a par ailleurs ajouté que ces nouvelles chaînes et stations joueront un rôle important dans la transition démocratique, en créant des canaux qui refléteront les préoccupations des Tunisiens, feront connaître la vérité et répondront aux aspirations des citoyens et des élites.

Texte complet et source: Magharebia.com, 7 juil. 2011

RESOURCE FROM : 2011-07-12 [FR]

Ressource: Couvrir des événements traumatiques : Guide d'Apprentissage

http://www.radiopeaceafrica.org/index.cfm?lang=fr&context_id=3&context=manuals

Consultez le nouveau guide d'apprentissage de RFPA intitulé « Couvrir des Evénements Traumatiques » ! Ce manuel a été développé par Jina Moore, une journaliste multimédia indépendante spécialisée sur l'Afrique et les reportages sur des situations de post-conflit et sur les droits de l'homme.

Couvrir des événements traumatiques est une expérience que la plupart des journalistes vivent au cours de leur carrière ; cependant, c'est un exercice difficile et délicat. « Couvrir des événements traumatiques : Guide d'Apprentissage » a été réalisé dans l'optique de proposer aux journalistes des outils concrets pour comprendre quels peuvent être les effets d'un événement traumatique et comment réaliser un reportage sensible sur ce type d'événement. Il propose des conseils pratiques sur la manière de mener des interviews dans des situations difficiles et de présenter un article de façon à ce que celui-ci respecte les victimes et n'exploite pas le caractère sensationnaliste de la violence. Le guide examine aussi la manière dont les journalistes peuvent aider les communautés à se reconstruire après un événement traumatique.

Pour télécharger ce nouveau Guide d'Apprentissage, visitez le lien de cette nouvelle.

Source: RFPA Bulletin d'information, 12 Juil. 2011

RESOURCE FROM : 2011-07-12 [FR]

Prix: Concours des Médias ACP sur les Questions Agricoles

<http://extensionconference2011.cta.int/fr/journalists-call>

Le concours des médias ACP sur les questions agricoles est désormais ouvert ! La compétition, sponsorisée par le Centre Technique pour la Coopération Agricole et Rurale (CTA) et le Groupe des Etats Africains, Caribéens et Pacifiques (ACP), a pour objectif d'encourager les journalistes à explorer les défis émergents et les opportunités qui se dessinent pour les agriculteurs d'aujourd'hui.

La compétition est ouverte aux professionnels des médias et de la communication qui sont ressortissants des pays ACP. Chaque candidat devra proposer un travail journalistique original, abordant le thème des services de conseil et de vulgarisation agricoles, rédigé en anglais, français ou espagnol. Six finalistes régionaux seront sélectionnés et seront sponsorisés pour participer à une conférence internationale sur les services de vulgarisation agricole à Nairobi, au Kenya. Ils recevront aussi chacun 1.000€. La date limite de candidature est le 15 août 2011.

Pour plus d'informations et pour postuler, visitez le lien de cette nouvelle.

Source: RFPA Bulletin d'information, 12 juil. 2011

NEWS FROM : 2011-07-15 [FR]

Tunisie: Mission de l'AMARC et d'IMS sur le développement des médias en Tunisie

International Media Support (IMS) et l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC), en collaboration avec le Syndicat tunisien des radios libres (STRL), ont organisé cinq ateliers sur les médias communautaires dans différentes villes tunisiennes (Le Kef, Kasserine, Gafsa, Gabes et Bizerte) entre le 5 et le 10 juillet 2011. L'objectif des ateliers était de présenter le

concept des médias communautaires, en particulier celui de la radio communautaire et des centres de média communautaires et d'écouter les journalistes locaux ainsi que les acteurs de la société civile sur leur vision des possibilités de développement de la diversité médiatique dans leur région. L'équipe de l'AMARC, d'IMS et du STRL a été chaleureusement accueillie. L'assistance importante s'est maintenue de la part des membres du milieu médiatique, des radio diffuseurs amateurs sur l'internet ainsi que des représentants de la société civile, notamment des associations de femmes, groupes citoyens, organisations de diplômés sans emploi, groupes de prévention du SIDA, comités révolutionnaires, etc. Grâce au bouche à oreille, la tenue de l'atelier a rapidement été publicisée et, malgré des températures très élevées à l'intérieur du pays, plusieurs personnes ont parcouru de longues distances pour participer. Entre 20 à 40 participants ont assisté à chaque atelier.

«Le centre de la Tunisie est l'une des régions oubliées du développement tunisien, mais il est au même moment au centre de la révolution. » Chedly Tlili, Radio Chambi FM, Kasserine

À Kasserine, les gens ont été privés de l'accès à toute forme de média régional soient-ils des journaux, radios ou postes de télévision pendant la dictature de Ben Ali. Ils se sentent très inspirés par l'idée de médias communautaires, notamment au niveau de la radio et de la télévision. Ceci pourrait grandement contribuer au développement de la région, basé sur la production agricole, et qui a un héritage culturel très riche.

Cette mission fut on ne peut plus opportune puisque l'Instance nationale de la réforme de l'information et de la communication (INRIC) vient tout juste de recommander 12 projets de radios locales au Premier ministre afin qu'elles se voient attribuer une licence de diffusion. Trois stations de radio communautaires (Radio Chambi FM, à Kasserine; Radio Sawt El Manajem, à Gafsa et Radio 6, à Tunis) en font partie. Les radios qui se sont vues recommander l'octroi de licence ont participé aux ateliers dans les différentes villes et ont exprimé le fait qu'ils ont retenu plusieurs idées sur comment gérer leurs radios. Les ateliers ont aussi constitué une occasion appréciée de réseautage entre les membres des médias et de la société civile à l'extérieur de Tunis.

« Nous devons vraiment tendre vers une collaboration directe avec les jeunes de Gafsa, qui représentent le public cible de notre radio, mais nous devons aussi nous adresser à d'autres segments de la population, notamment les femmes demeurant à Gafsa. » Fahen Boukaddous, Radio Sawt El Manajem.

«Je peux facilement voir à l'intérieur notre station de radio commercial des fenêtres s'ouvrir sur une radio communautaire produite par des associations de la société civile. » Kamel Robbana, Oxygene.FM, Birzete.

Les ateliers tenus la semaine dernière seront suivis par un appui concret de la part d'IMS et de l'AMARC à quelques projets pilotes et collaborations avec des projets ainsi que de nouvelles initiatives du domaine des médias communautaires déjà existants. L'objectif est d'appuyer la décentralisation et la diversification des médias en Tunisie et de renforcer le secteur des médias communautaires.

« L'énergie et le désir de changement positif au centre de la Tunisie sont palpables. Il y a beaucoup de frustration en dehors de la capitale. Les gens ne connaissent que la censure et des médias centralisés en provenance de Tunis. "C'est comme si nous n'existions pas", de dire l'un des participants à Kasserine. Mais la frustration peut être canalisée positivement. Les médias locaux, les médias communautaires peuvent donner une voix à de larges segments de la population rurale. Comme l'a exprimé un jeune homme, "nous devons être le changement que nous voulons voir." » Lotte Grauballe, IMS.

«Le développement de la radio communautaire dans de petites localités représente un potentiel intéressant dans l'atteinte de larges segments de la société qui n'ont pas accès à Internet tels les femmes et les travailleurs agricoles. Il est essentiel d'impliquer les femmes dès le début du processus de toute création de projet de média communautaire. » Bianca Miglioretto, AMARC. Source : AMARC secrétariat international, communiqué, 15 juil. 2011

NEWS

FROM : 2011-07-20 [FR]

Guinée: Dabola - Les auditeurs de la radio nationale privés d'écoute depuis plus de 2 mois

<http://fr.allafrica.com/stories/201107182551.html>

Les émissions de la radio nationale ne sont plus reçues à Dabola depuis plus de 2 mois maintenant. Selon le correspondant local de l'agence guinéenne de presse, c'est une décharge électrique qui serait à l'origine de cette panne intervenue sur les installations de la RTG à Dabola.

Face à cette situation déplorable, Alpha Ibrahima DIALLO lance un appel pressant aux autorités du ministère de la communication afin de réduire la rumeur et la désinformation qui auraient désormais pris place dans la préfecture.

" En attendant, les Dabolakas écoutent les gens qui partent et qui reviennent de Conakry ou d'autres personnes qui disent : moi j'ai suivi, moi j'ai entendu. Dans tous les cas, c'est la

désinformation qui s'installe à la place de la radio nationale."

Source: Aminata.com, 18 juil. 2011; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS

FROM : 2011-07-20 [FR]

RDC: Goma, les anciennes radios se vident au profit des nouvelles

<http://www.syfia-grands-lacs.info/index.php?view=articles&action=voir&idArticle=2197>

La récente multiplication des radios à Goma à l'approche des élections incite les journalistes, généralement peu ou pas payés, à tenter leur chance dans les nouvelles chaînes. Les plus anciennes fonctionnent alors avec des stagiaires. Toutes font les yeux doux aux politiciens...

"Bonjour chers auditeurs et auditrices, merci d'être à l'écoute de votre radio préférée. Juste le temps de vous informer que votre député, l'élu du peuple soucieux de votre bien-être, va tenir une conférence débat à l'université de Goma à laquelle vous êtes tous conviés pour le soutenir". De telles annonces sont courantes dans les radios de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu, où la plupart des journalistes sont devenus officiellement ou informellement des attachés de presse des politiciens. Ils ne cessent de faire leur éloge dans leurs chaînes respectives espérant en retour le "coupage", l'argent... Actuellement, la ville compte onze chaînes de radio et trois de radio-télé. Elles sont montées par des hommes d'affaires, des religieux, des ONG et des particuliers qui souvent travaillent en sous-main pour des politiques.

Pour les journalistes, peu importe l'orientation de la radio, ce qui compte c'est de gagner de l'argent. Ils passent ainsi d'une chaîne à l'autre espérant, à chaque fois, être payés ou mieux payés qu'ailleurs. "Je suis déçu de toutes ces radios qui naissent comme des champignons. Elles font travailler des journalistes sans rémunération ni contrat de travail. C'est inacceptable, comment peut-on faire travailler quelqu'un sans le payer", se plaint M. Wasso un journaliste qui s'est fraîchement décidé à quitter la RTGB (Radio télé graben). Malgré le manque de fonds caractéristique de la plupart des organes d'information, il s'en crée sans cesse de nouveaux, surtout à l'approche des élections. Trois autres chaînes sont ainsi en gestation. [...]

Texte complet et source: Syfia Grands Lacs, 19 juil. 2011

NEWS

FROM : 2011-07-21 [FR]

Sénégal: Radio communautaire Ndiagianao - Jeguem FM émet sur la 104.8

<http://www.mediafrica.net/Admin/Main.php>

Depuis quelques temps, Jeguem FM émet sur la 104,8 FM. Cette radio communautaire couvre un rayon d'une trentaine de kilomètres autour de Ndiagianao. Adoptée par le public, Jeguem FM se veut un outil pour le développement communautaire.

Depuis le 28 septembre dernier, la voix du Jeguem communément appelé Jeguem Fm émet sur la 104.8. Cette radio communautaire basée à Ndiagianao, dans le département de Mbour, couvre un rayon d'une trentaine de kilomètres.

Selon son directeur général, Talla Dieng, c'est une radio entièrement financée par Synergie pour le développement local intégré (Sideli), une association oeuvrant pour le développement.

Cette semaine, Sideli a organisé une veillée culturelle animée par le chanteur Lang Diamé « en vue de relever des fonds », informe M. Dieng. « Une radio qui cherche sa communauté peine plus qu'une radio que sa communauté cherche », philosophe-t-il en quintessence pour se réjouir de la réussite de la manifestation.

Selon lui, « c'est le Jeguem qui se cherche une radio ». En tout cas, dans une bonne partie des localités du Jeguem, il y a une véritable connivence entre la radio communautaire et ses auditeurs. Les populations ont leurs transistors toujours calés à la fréquence 104.8 sur laquelle Jeguem Fm émet tous les jours, « de 08 heures à 00 heure ».

Coincée entre les confins du Sine, du Baol et du pays Xirena, la « République du Jeguem », selon les manuels d'histoire et de géographie, s'étend jusqu'à la Petite côte. Elle correspond, à peu près, au département de Mbour. La zone est en majorité peuplée de sérères, de wolofs et de peuls, des populations qui s'adonnent entre autres à l'agriculture et à l'élevage.

Pour le directeur des programmes, Lyane Demba Tine, ce sont là les principales langues de Jeguem Fm, en plus du français qui est utilisé pour les brèves, à midi, et les journaux à 18h. Les informations, avance M. Tine, portent sur l'actualité au niveau local, national et parfois international.

Outre la musique, dans toute sa diversité, les programmes portent sur des thèmes comme l'agriculture, l'élevage, la culture, la religion, la santé, l'éducation, la gouvernance locale, etc. Ils sont assurés par cinq employés permanents et des producteurs indépendants qui sont souvent des chefs de service de la zone. Cependant, Talla Dieng estime que tout n'est pas rose à Jeguem FM. « Nous n'avons qu'un seul studio. Si on n'en avait deux, ça pourrait faciliter le travail », fait-il

remarquer.

Il déplore aussi les couacs notés pour l'établissement d'un serveur vocal, l'inexistence de moyens de déplacement, les coupures d'électricité et l'absence de groupe électrogène, la faiblesse de l'émetteur qui est de 500 watts. « Nous n'avons pas encore de siège, nous sommes aussi en location », fait remarquer Talla Dieng. Toutefois, l'aventure continue, l'engouement aussi. Source: Le Soleil (Dakar), 21 juil. 2011; repris et distribué par allAfrica.com

NEWS

FROM : 2011-07-21 [FR]

Mali : journalistes et animateurs de radio contre le paludisme

<http://ouestafrikablog.net/mali-journalistes-et-animateurs-de-radio-contre-le-paludisme/>

Le « stade du 26 Mars » de Bamako a abrité du 13 au 17 juin 2011 un atelier de formation des journalistes et animateurs de radio sur le paludisme. Une maladie qui sévit énormément au Mali. 50 journalistes et animateurs de radio venus de toutes les régions du Mali et du district de Bamako. Cela pour un échange d'expériences en matière de lutte contre le paludisme au cours de cette formation organisée par le programme national de lutte contre le paludisme.

Pour ces journalistes qui s'occupent des questions de santé, l'accent a été surtout mis sur la communication qui constitue un maillon essentiel pour le changement de comportement.

Selon les formateurs le mode de transmission est souvent mal compris par la population. Au Mali beaucoup pensent que le paludisme est transmis par le biais d'aliments comme (la banane, les œufs, le lait etc.) ...

Cette formation a été l'occasion pour les hommes de médias d'être mieux informés sur le paludisme. Eux qui sont des relais au niveau de leurs différentes populations.

Le Mali avec une population de 14 millions (selon le dernier recensement de la population), compte 2 millions d'enfants des moins de 5 ans à risque de paludisme par an et 700 000 grossesses à risque de paludisme. Cette maladie constitue 38,44 % des motifs de consultation selon le système local d'information sanitaire.

Cet atelier a permis aux journalistes d'être mieux informé sur la gratuité des moyens de prévention et de traitement chez les enfants de moins de 5 ans et chez la femme enceinte.

Mais sur ce point une grande partie, de la population se plaint. Cela vient du fait que la gratuité des moyens de prévention et de traitements du paludisme pour elle n'est guère une réalité.

Il est fréquent de voir un père de famille se plaindre pour cause de grandes dépenses liées aux traitements du paludisme. Pourtant il existe un décret présidentiel sur la gratuité des moyens de prévention chez les enfants de moins de 5 ans et chez la femme enceinte.

Dans le cadre de la lutte contre le paludisme, le Mali bénéficie de beaucoup d'initiatives à travers le monde en l'occurrence l'initiative du Président Bush qui finance la lutte contre le paludisme à hauteur de 1,2 milliards sur 5 ans.

Les progrès réalisés par le MRST/Mali (centre de formation de recherche sur le paludisme) ont été exposés aux journalistes. Sept laboratoires de ce centre travaillent sur le paludisme. Notre pays dispose aussi du premier laboratoire capable de créer des moustiques génétiquement modifiés ne pouvant plus développer le parasite.

Ces journalistes venus à l'école du paludisme ont compris que la communication est indispensable pour éradiquer le paludisme au Mali.

Selon le représentant du programme « santé USAID Kenya Ciwara » c'est le manque de communication qui fait qu'il y a des problèmes énormes par rapport à l'utilisation des moustiquaires imprégnées qui constituent une stratégie évidente dans la lutte contre le paludisme. Ce programme œuvre dans la promotion et l'utilisation accrue des services de santé du niveau des communautés et des ménages.

« Sans communication, le changement de comportement serait impossible. Le changement de comportement est un préalable pour lutter contre le paludisme. Donc la nécessité s'impose de travailler avec les hommes de média pour qu'ils puissent mieux faire passer l'information. Ceux-là ont un grand rôle à jouer dans ce combat » soutient Mohamed Touré chef du volet communication au niveau du projet Kenya Ciwara 2 financé par l'USAID.

A la fin de l'atelier les hommes de médias se sont engagés à jouer leur partition en produisant plus d'articles et d'émissions sur le paludisme pour que les populations puissent comprendre la portée de la lutte contre cette maladie.

En marge de l'atelier les différents réseaux de communication en santé ont été dynamisés afin de mieux mener le combat, celui d'informer les populations sur les maladies. Et comme Oumou Diawara, journaliste à l'office des radiodiffusions et télévision nationale du Mali (ORTM), Tombouctou, ils en gardent de bons souvenirs.

Source: Ouest Afrika Blog, 21 juil. 2011

Qui sommes-nous ? / Who are we?

TRRAACE and Mediafrica.Net are a joint-venture between the following organisations:
TRRAACE et Mediafrica.Net sont le fruit de la collaboration des organisations suivantes :

EcoNews Africa

P.O. Box 10332-00100
Nairobi, KENYA
Tel: 254-20-2721076, 2721655,
2725743
Fax: 254-20-2725171
Email: info@econewsafrika.org
Web : <http://www.econewsafrika.org>

Association pour la Promotion des Médias (APM-Bénin)

01 Boîte Postale 3566
Porto Novo, Rép. du BENIN
Tél. :+ 229 - 20 21 26 88
et 20 21 29 32
Courriel : apmbenin@gmail.com
radioecoleapm@gmail.com
Web : <http://www.radioecole.org>

Centre des Médias Communautaires Africains (CEMECA)

BP 210 Dédougou, BURKINA FASO
Tél.: (00226) 20 52 10 22
Fax : (00226) 20 52 10 22
Mobile : (00226) 70 25 36 39
Courriel : cemeca@mediafrica.net
Web : <http://www.cemeca-cemeca.org>

Contact

Send your news / Transmettez vos nouvelles : editor@mediafrica.net

Abonnement / Subscribe :

<http://www.mediafrica.net/profil/index.asp>

Unsubscribe / Désabonnement :

<http://www.mediafrica.net/profil/index.asp>



est le partenaire de Mediafrica.Net